



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE
DE COMMUNES DU SUD-ESTUAIRE**

Jeudi 16 novembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le seize novembre, à 19h30, les membres du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Sud-Estuaire se sont réunis à la salle du Lac de la Commune de Saint-Viaud sous la présidence de Madame PACAUD Dorothée, convoqués le dix novembre deux mille vingt-trois, conformément aux dispositions de l'article L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Titulaires présents : Madame PACAUD Dorothée, Monsieur GENTES Hervé, Madame LOUE Monique, Monsieur EMPROU Jean-Michel, Madame PHILLODEAU Jocelyne, Monsieur CHAIGNEAU Jacques, Madame BOUSSEAU Marie-Line, Monsieur CHARBONNIER Raymond, Madame KERGREIS Emilie, Monsieur LAMANT Teddy, Monsieur OUISSE Thierry, Monsieur DEVILLE Thierry, Madame GAUTREAU Sylvie, Monsieur COUTRET Alain, Madame BELLANGER Josiane, Madame PEYSSY Claudine, Monsieur CHEREAU Pierre, Madame COUET Sabine, Monsieur GUERIN Benoît, Madame BUSOM Mercedes, Monsieur BERNARDEAU Marc, Monsieur AUDELIN Jean-Pierre, Madame MELLERIN Noëlle, Monsieur RICOUL Gildas, Madame VALLEE Ginette, Madame GAYAUD Séverine, Monsieur CHERAUD Roch, Madame DE FOUCHER Béatrice formant la majorité des membres en exercice.

Titulaires absents excusés : Monsieur SCHERER Sylvain qui a donné pouvoir à Monsieur CHAIGNEAU Jacques, Monsieur ELIN Laurent qui a donné pouvoir à Monsieur CHARBONNIER Raymond, Madame BOUREL Mélissandre qui a donné pouvoir à Madame PACAUD Dorothée, Monsieur PURKART Geoffroy qui a donné pouvoir à Monsieur COUTRET Alain, Monsieur TOURET Eric qui a donné pouvoir à Monsieur CHEREAU Pierre, Madame REY-THIBAUT Véronique qui a donné pouvoir à Monsieur BERNARDEAU Bernard, Madame LE BERRE Nathalie, Monsieur AUGER Sébastien qui a donné pouvoir à Monsieur AUDELIN Jean-Pierre, Monsieur DUBOIS Pascal.

Conseillers en exercice : 37 - Quorum : 19 – Présents : 28 – Pouvoirs : 7 – Votants : 35



**DEL2023-213 RAPPORT 2022 DU SERVICE PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION
DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES**

Le Code Général des Collectivités Territoriales (articles D2224-1 et suivants), modifié par le décret n°2015-1827, indique que les collectivités en charge du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ont obligation de présenter un « rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ».

Ce rapport annuel vise un double objectif :

- rassembler et mettre en perspective, dans une logique de transparence, les données existantes sur le sujet,
- permettre l'information des citoyens sur le fonctionnement, le coût, le financement et la qualité du service et, ce faisant, favoriser la prise de conscience par les citoyens des enjeux de la prévention et du tri des déchets, mais aussi de l'économie circulaire et de leur propre rôle dans la gestion locale des déchets.

La Commission « Aménagement du Territoire et Economie circulaire » a pris connaissance de ce rapport regroupant l'ensemble des rapports des prestataires, lors de sa séance du 26 septembre 2023.

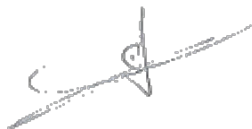
Je vous remercie de bien vouloir en prendre acte.

Pièce(s) Jointe(s) : 5 Rapports

Dont acte

Le Secrétaire de séance,

Hervé GENTES



La Présidente,

Dorothée PACAUD



Acte publié sur le site internet de l'EPCI le : 29 novembre 2023

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

044-244400586-20231116-DEL2023213-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/11/2023



RAPPORT ANNUEL DU SERVICE ENVIRONNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUD ESTUAIRE

ANNEE 2022

- Prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés
- Plan Climat Air Energie territorial (PCAET)
- Economie Circulaire
- Mobilité



Table des matières

Partie 1 > Gestion des déchets – Prévention, collecte, traitement	3
Chapitre 1 / Le territoire desservi.....	3
1.1 Territoire desservi	3
1.2 Compétences	6
Chapitre 2 / La prévention des déchets et des émissions polluantes	8
2.1 Indice de réduction des déchets par rapport à 2010	8
2.2 Description des actions d'économie circulaire (dont la prévention des déchets) et indicateurs associés	8
Chapitre 3 / La collecte des déchets : organisation.....	9
3.1 Précollecte	9
3.2 Population desservie et taux de variation annuel.....	11
3.3 Focus sur les déchèteries	11
3.4 Évolution de l'organisation de la collecte	12
Chapitre 4 / La collecte des déchets : bilan.....	13
4.1 Déchets collectés en collecte résiduelle et séparée	13
4.2 Evolution des tonnages	15
Chapitre 5 / Le traitement des déchets	17
5.1 Localisation des unités de traitement existantes.....	17
5.2 Capacité et tonnages traités	18
Partie 2 > Les indicateurs économiques et financiers	19
Chapitre 1 / Modalités d'exploitation du service public de prévention et de gestion des déchets.....	19
1.1 Les Dépenses.....	19
1.2 Les Recettes	20
1.3 Bilan Dépenses-Recettes.....	22
Partie 3 > LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL.....	23
Chapitre 1 / Actions menées du PCAET	23
1.1 Contexte et objectifs.....	23
1.2 Programme / actions développées en 2022	24
Partie 4 > Labellisation ECONOMIE CIRCULAIRE.....	26
Partie 5 > La mobilité.....	27
Chapitre 1 / Les modes actifs	27
1.1 MOBY à l'Ecole	27
1.2 L'aide à l'achat d'un vélo.....	28
1.3 Le service de location longue durée de VAE - Vélila	28
1.4 Permis Vélo	29
1.5 Le Forfait Mobilité Durable	29
1.6 Aire de service vélo – Km 0 de la Loire à Vélo.....	30
1.7 Itinéraire cyclable – voie verte reliant le bourg de Frossay au Migron.....	30
Chapitre 2 / Les modes partagés	30
2.1 Le Brevibus	30
2.2 Le Transport à la Demande	30
Partie 6 > Perspectives pour 2023	31
Chapitre 1 / GESTION DES DECHETS	31
Chapitre 2 / PCAET	31
Chapitre 3 / Mobilité.....	31

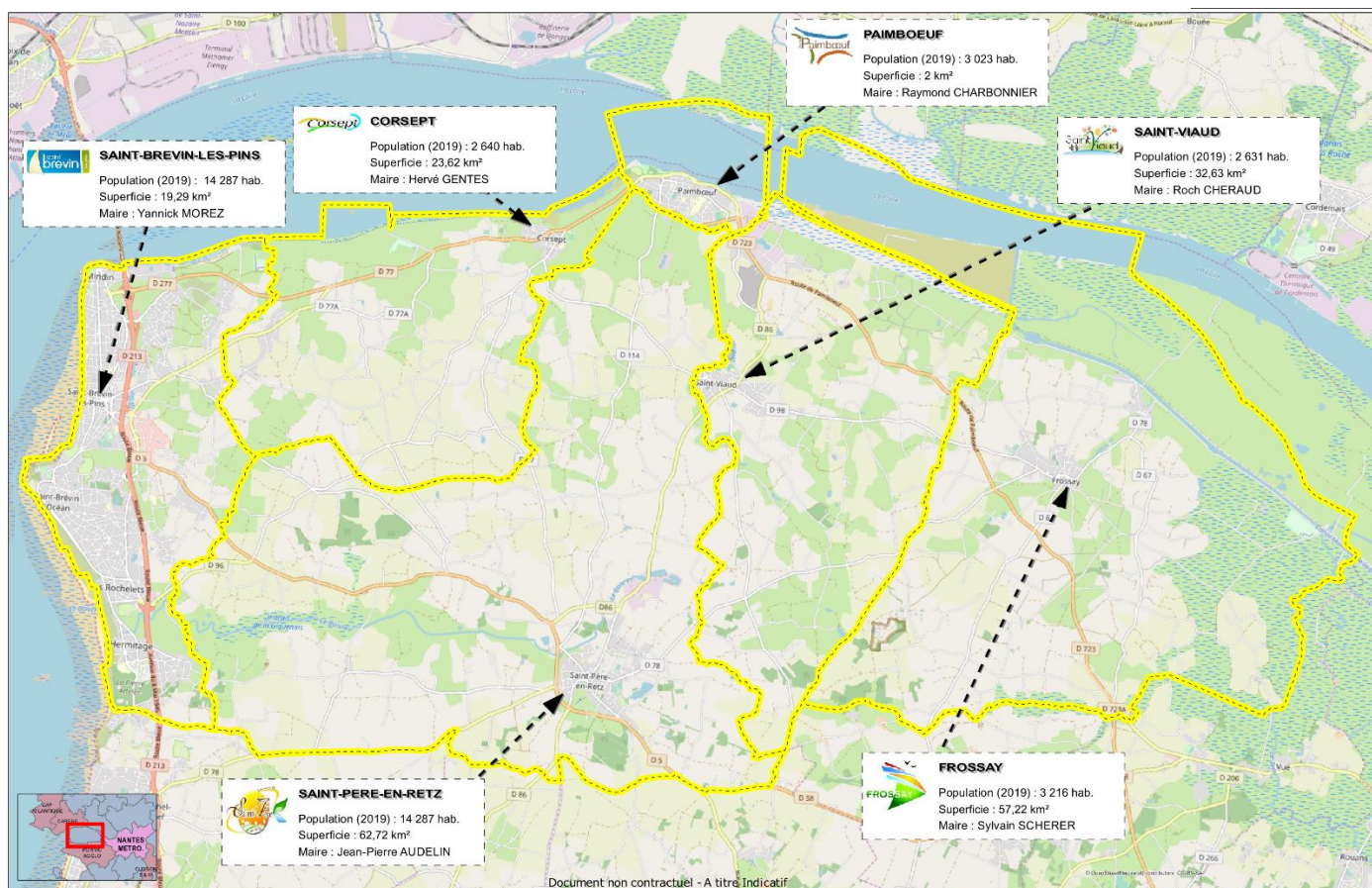
Partie 1 > Gestion des déchets – Prévention, collecte, traitement

Chapitre 1 / Le territoire desservi

1.1 Territoire desservi

1.1.1 Présentation du périmètre

La Communauté de Communes Sud Estuaire est située en Loire Atlantique (44). Créé en 1997, cet établissement public de coopération intercommunale est situé à une quarantaine de kilomètres de la ville de Nantes et est bordé au nord par l'estuaire de la Loire et à l'ouest par l'océan Atlantique. Sa situation géographique en fait un territoire à forte affluence touristique. Il regroupe 6 communes : Corsept, Frossay, Paimboeuf, Saint-Brevin-les-Pins, Saint-Père-en-Retz et Saint-Viaud.

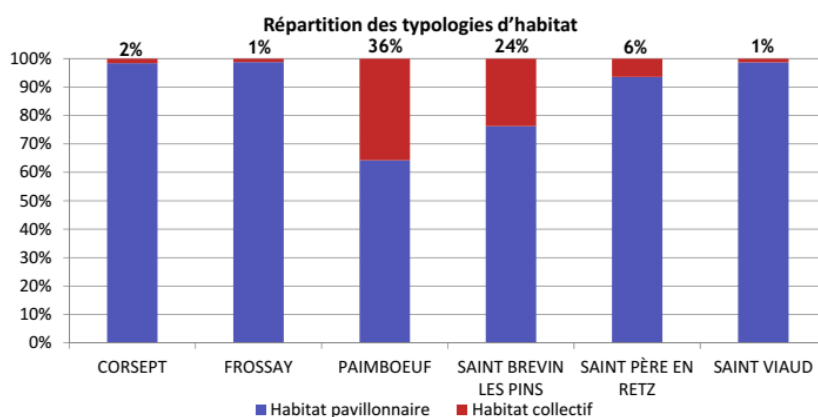


Le territoire s'étend sur une superficie de 197.5 km², et comprend 30 691 habitants permanents (Insee 2023). La croissance démographique du territoire est attractive : +12% entre 2012 et 2022.







Avec 23% de résidences secondaires (dont 40% sur St-Brevin-les-Pins) le territoire dispose d'une forte affluence touristique, la population pouvant atteindre 60 000 habitants en période estivale.

La densité de population est très hétérogène sur le territoire, et est principalement concentrée sur le littoral puisque 45% de la population est localisée à Saint-Brevin-les-Pins.

La typologie d'habitat y est principalement pavillonnaire (82%) et l'habitat collectif est principalement présent sur les communes de Paimboeuf et de St-Brevin-les-Pins.



1.1.2 Vision globale de l'organisation du service et du lien entre collecte et traitement

	Ordures ménagères résiduelles		Emballages		Verre	Papier
Pré-collecte						
	Porte à porte	Apport volontaire	Porte à porte	Apport volontaire		
Collecte (prestation de service réalisée par Véolia)	C1 GP : C1 à C7 selon la saison	Selon remplissage C2 en hiver C3 en été	C0,5 GP : C1	Selon remplissage C2 toute l'année C1 en hiver C2 en été		
Transfert	Quai de transfert Saint Père en Retz					
Traitement	Valorisation organique Eco-centre (Chaumes en Retz)		Valorisation matière Centre de Tri « Vendée tri » ↓ Livraison aux filières désignées			
			Chambre syndicale des verreries mécaniques de France		Norske Skog Golbey	

Résumé du schéma de collecte des déchets sur la CCSE.

1.1.2.1 Les ordures ménagères résiduelles

Les ordures ménagères résiduelles sont collectées une fois par semaine, majoritairement en porte à porte, et dans une moindre mesure en points de regroupement ou en bacs collectifs. Pour s'adapter à la saisonnalité du territoire, des collectes complémentaires sont proposées pour les établissements dits « gros producteurs » de déchets (résidences collectives, professionnels, campings...).

Chaque commune dispose au moins d'un point d'apport volontaire pour la collecte des ordures ménagères résiduelles. Ils sont dédiés en particulier aux habitants en résidences secondaires qui quittent le territoire avant le jour de collecte.

Depuis janvier 2012, les ordures ménagères du territoire de la CCSE et celles de Pornic Agglo Pays de Retz sont traitées à l'Eco-Centre, sur la commune de Chaumes-en-Retz. Cet outil de valorisation organique des déchets ménagers permet de valoriser la partie organique en compost normé. La partie non-valorisable est enfouie dans l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux, située sur le site de l'Eco Centre.

1.1.2.2 Les emballages

Depuis le 1^{er} avril 2019, l'extension des consignes de tri a été mise en place sur la CCSE. L'ensemble des foyers est doté de conteneurs à couvercles jaunes pour la collecte des emballages. Les foyers ne pouvant disposer de bacs individuels ont accès à des points de regroupements, ou à des bacs collectifs. Leur collecte est réalisée une fois toutes les deux semaines, majoritairement en porte à porte, et dans une moindre mesure en points de regroupement ou en bacs collectifs.

Comme pour les ordures ménagères, chaque commune dispose au moins d'un point d'apport volontaire pour la collecte des emballages recyclables, dédié en particulier aux habitants en résidences secondaires qui quittent le territoire avant le jour de collecte.

Gisements triés	Repreneurs
Acier	ARCELOR
Cartonnettes	COVED
Films plastiques	Valorplast
PEHD (Polyéthylène Haute Densité)	Valorplast
PP (Polypropylène)	Valorplast

Gisements triés	Repreneurs
PS (Polystyrène)	Valorplast
PET clair (Polyéthylène Téréphtalate)	Valorplast
PET foncé	Valorplast
Aluminiums	AFFIMET/RVM
Petits Aluminiums	RVM

Les emballages passent par un quai de transfert situé à Saint Père en Retz, avant d'être acheminés en camion FMA vers le centre de tri VENDEE TRI, situé à la Ferrière. Ce centre est géré par le syndicat mixte départemental de Vendée, Trivalis. Le gisement d'emballages est séparé en 10 flux de matières, recyclés chacun par des prestataires différents.

1.1.2.3 Le verre et le papier

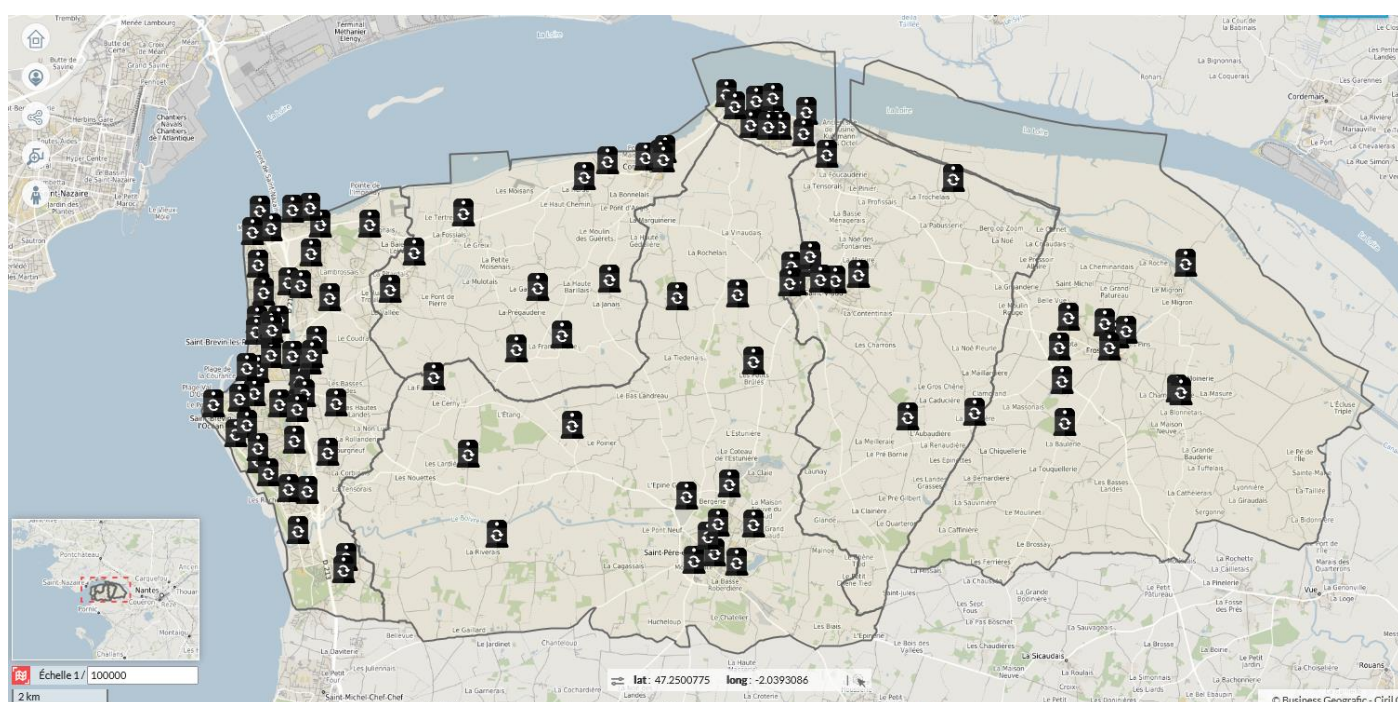
Le verre et le papier sont exclusivement collectés en points d'apport volontaire.

Ils passent eux aussi par le **quai de transfert** de Saint Père en Retz, avant d'être acheminés vers leurs usines de recyclage :

- Pour le verre : valorisé par VERALIA, disposant de plusieurs plateformes de traitement (Châteaubernard, Rozet-St-Albin, Néré, Legé).
- Pour le papier : valorisé par NORSKE SKOG (Golbey).

Nombres de points d'apport volontaire sur le territoire :

	Verre	Papier	Emballages	Ordures Ménagères
Accès public	74	66	16	15
Accès privé	16	5	6	4



1.1.3 Description des limites territoriales de la compétence

Les compétences collecte et traitement des déchets de la Communauté de Communes Sud Estuaire s'étendent sur l'ensemble de son territoire.

1.1.4 Déchets pris en charge par le service

	Ordures ménagères	Emballages	Verre	Papier	Encombrants	Déchets Verts	Textiles – Linges – Chaussures
Porte à porte	✓	✓					
Point d'apport volontaire	✓	✓	✓	✓			✓
Déchèterie			✓	✓	✓	✓	

En parallèle, la Communauté de Communes Sud Estuaire propose également des **composteurs individuels** à tarifs préférentiels pour la gestion des **biodéchets** de ses administrés.

1.2 Compétences

1.2.1 Répartition des compétences

La Communauté de Communes Sud Estuaire travaille avec différents prestataires ou partenaires en matière de collecte et traitement des déchets :

	Ordures ménagères	Emballages	Verre	Papier	Déchets de déchèteries
Collecte	VEOLIA (prestation)	VEOLIA (prestation)	VEOLIA (prestation)	VEOLIA (prestation)	COVED (prestation)
Transport	-	VEOLIA** (prestation)	-	-	COVED (prestation)
Traitement	GEVAL** (prestation)	TRIVALIS* (convention)	VERALIA (contrat)	NORSKE SKOG** (contrat)	COVED (prestation)

* Convention avec TRIVALIS, syndicat de traitement vendéen, pour l'accueil de nos emballages sur leur centre de tri VENDEE TRI.

**Groupement de commande avec Pornic Agglo Pays de Retz

1.2.2 Administratif et financement du service

Le mode de financement du service environnement est la Redevance d'Enlèvement des Ordures ménagères. Celle-ci est basée sur le nombre d'habitants dans le foyer pour les particuliers et le volume des bacs pour les professionnels.

Type ou composition du logement	Tarif 2022
Foyer 1 personne	200 €
Foyer 2 personnes	232 €
Foyer 3 personnes	236 €
Foyer 4 personnes	258 €
Foyer 5 personnes ou plus	262 €
Résidence secondaires, gîtes ruraux	228 €
Chambres d'hôtes	34 €

La gestion de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères représente 15 966 dossiers d'utilisateurs traités

<i>Fiche de renseignements</i>	3282
<i>Courrier</i>	2692
<i>Mise à jour dossier</i>	6524
<i>Contentant</i>	743
<i>Prélèvement</i>	1386
<i>Demande de renseignements</i>	1339
Total 2022	15966

Les professionnels sont facturés pour leurs passages en déchèterie. Le nombre de factures émises s'élève à 836 en 2022.

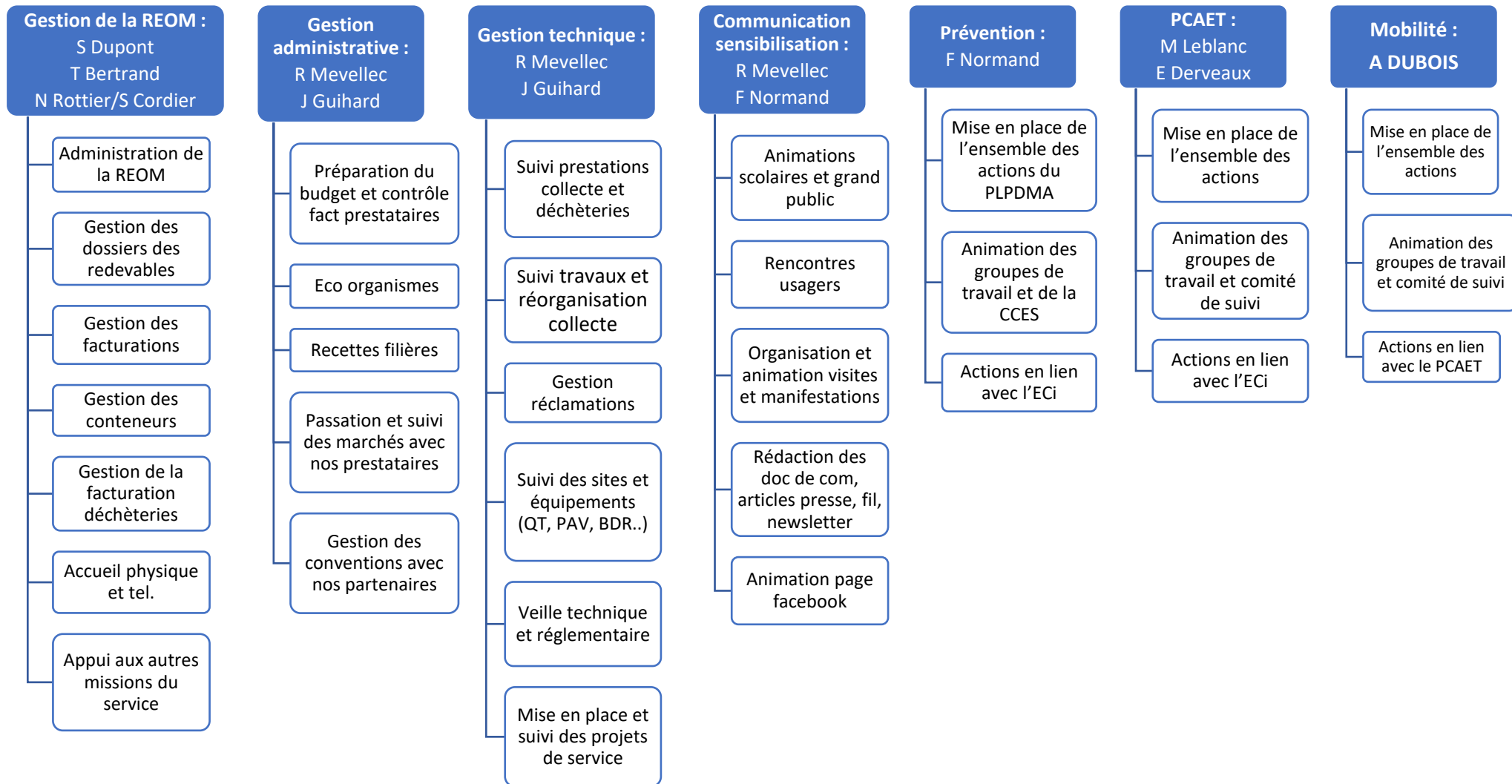
La Partie 2 de ce rapport développe le côté financier.

1.2.3 Personnels du service environnement de la CCSE

Le service environnement est composé de 7 emplois temps pleins :

- **Justine Guihard** : responsable de service,
- **Sylvie Dupont, Tatiana Bertrand, et Nadège Rottier** remplacée en mars 2022 par **Sandrine Cordier** : agents administratifs,
- **Ronan Mevellec** : technicien déchets,
- **François Normand** : chargé de mission prévention déchets, en poste jusqu'à fin juillet 2022 (poste vacant ensuite jusqu'à la fin de l'année).
- **Marion Leblanc**, remplacée en septembre 2022 par **Emmanuelle Dervaux** : chargée de mission PCAET.
- **Aurélien Dubois** : chargé de mission mobilité

Répartition des compétences du service environnement



Chapitre 2 / La prévention des déchets et des émissions polluantes

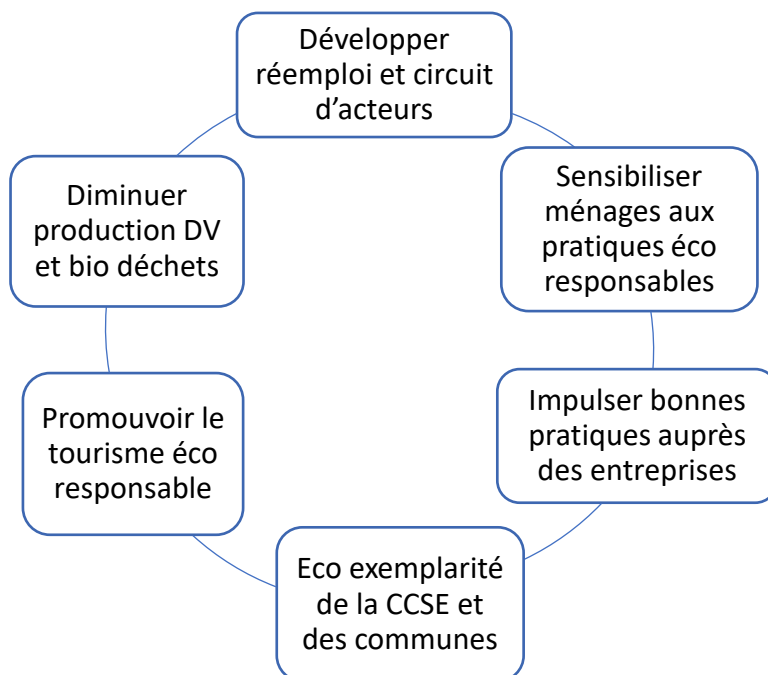
2.1 Indice de réduction des déchets par rapport à 2010

Le cadre réglementaire relatif à la prévention des déchets a rendu obligatoire pour les collectivités à compétence collecte l'adoption d'un Plan local de prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA).

Notre objectif dans le cadre de ce plan est de réduire les quantités de DMA de 10% entre 2010 et 2025.

	Sur population municipale INSEE
Ratio 2010	864 kg/hab
Objectif à atteindre en 2025	777 kg/hab
Derniers ratios connus 2018	971 kg/hab
A réduire entre 2018 et 2025	-194 kg/hab soit -19.97 %
Réduction annuelle sur 6 ans de PLP	-39 kg/hab/an

2.2 Description des actions d'économie circulaire (dont la prévention des déchets) et indicateurs associés



2.2.1 LE PLAN LOCAL DE PREVENTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Un programme d'actions organisé autour de 6 axes. Un suivi du programme réalisé par la Commission Consultative d'Evaluation et de Suivi (CCES).

2.2.2 Actions du PLPDMA menées en 2022

Axe 1 : Eco-exemplarité de la CCSE et des communes

- Mise en place du compostage dans le cimetière de la commune de Corsept sur demande de la mairie (2 composteurs bois de 600L).
- Accompagnement de la Mairie de St Brevin les Pins dans le tri de leurs déchets
- Mise en place du compostage collectif dans 2 établissements scolaires.

Axe 2 : Encourager la réduction des déchets verts et la gestion de proximité

- 92 composteurs distribués aux particuliers en 2022 (1014 depuis 2020) :
 - 76 composteurs 400L

- 14 composteur 600L
- 2 lombricomposteurs
- Opérations de broyage en déchèterie
 - Opération de broyage des sapins de Noël collectés dans les 4 déchèteries du territoire du 3 au 15 janvier 2022. Le broyat produit a été mis à disposition des habitants.
 - Opération de broyat de branchages à la déchèterie de Saint Viaud le 9 avril 2022. Les particuliers avaient la possibilité de récupérer le broyat.

Axe 3 : Sensibiliser les ménages aux pratiques éco-responsables

- Distribution de 950 Stop pubs, mise à disposition gratuite dans les mairies et bâtiments de l'intercommunalité (service environnement et siège).
- Diagnostic gaspillage alimentaire au restaurant scolaire de ST Père en Retz du 30/05 au 3/06/2022 (2 écoles – 1250 repas sur la période). La mise en œuvre d'actions a permis de réduire de 30g/convive le gaspillage alimentaire entre 2021 (107g/assiette) et 2022 (77g).
- Lancement d'un Défi famille 0 déchets a été réalisé de février à mai 2022 : 12 familles y ont participé. Leur objectif était de réduire leur production de déchets sur la période. Pour cela, un accompagnement leur a été proposé via des visites et des ateliers 0 déchets, ...):
La durée du défi semblait trop courte pour permettre d'avoir des résultats probants.
- 2 autres ateliers 0 déchets ont été organisés en marge du défi famille à l'épicerie Rez'aunée de St Brevin-les-Pins :
 - « lessive liquide et produit nettoyant » le 7/05/2022
 - « confection de kéfir » le 18/05/2022.

Axe 4 : Mobiliser les acteurs du tourisme autour de la prévention des déchets

- Gobelets réutilisables : 1000 gobelets sont mis à disposition gratuitement aux associations, communes.... En 2022, 2300 gobelets ont été prêtés (1070 en 2021).

Axe 5 : Impulser et essaimer les bonnes pratiques auprès des entreprises

- Distribution d'un questionnaire en partenariat avec le service Développement Economique, auprès des entreprises de la Zone de la Guerche.

Axe 6 : Développer le circuit de réemploi et structurer un réseau d'acteurs

- Le service environnement soutient la ressourcerie « Le Réservoir » de Saint Brevin les Pins. En 2022, environ 6,5 tonnes par mois ont détournées de la déchèterie par cette association.

Chapitre 3 / La collecte des déchets : organisation

3.1 Précollecte

La Communauté de Communes Sud Estuaire fournit à chaque foyer déclaré auprès du service environnement :

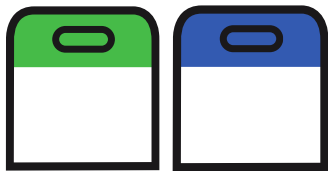
- un bac au couvercle gris foncé pour les ordures ménagères résiduelles,
- un bac au couvercle jaune pour les emballages. Dans le cas où l'obtention d'un bac jaune n'est pas possible par manque de place (hypercentre), des sacs jaunes transparents sont remis aux foyers concernés.



La taille des bacs fournis dépend de la composition du foyer ainsi que de la consommation des usagers. La distribution a habituellement lieu selon les règles qui suivent :

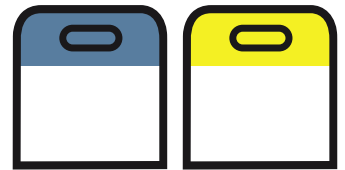
Nombre de pers. par foyer	1 à 3	4	5 à 7	8	9	Habitat collectif
Volume du bac à couvercle noir	120L	240L	240L	240L	360L	30L/pers./semaine
Volume du bac à couvercle jaune	240L	240L	360L	360L ou 2 bacs	360L ou 2 bacs	60L/pers./semaine

Certains lieux du territoire ne permettent pas d'avoir une collecte en porte-à-porte devant les domiciles des usagers (impasses, rues trop étroites...). Des bacs collectifs, ou bien des points de regroupement des bacs individuels sont alors mis en place en entrée de rue pour assurer la collecte.



Le Verre et le Papier sont collectés par apport volontaire dans des colonnes aériennes en bois.

La précollecte des déchets des estivants (résidences secondaires, campeurs...) est assurée par des colonnes aériennes / semi-enterrées pour les ordures ménagères et les emballages.



Les consignes de tri pour les emballages sont les suivantes :



BIEN TRIER

LES EMBALLAGES

C'est simple, désormais TOUS LES EMBALLAGES se trient dans les conteneurs jaunes !

Les emballages PLASTIQUES
Les bouteilles et flacons avec leurs bouchons, les bidons de produits d'entretien, les sachets et sacs en plastique, les pots et barquettes en plastique et polystyrène ...



Les emballages MÉTALLIQUES
Canettes de soda, boîtes de conserve, aérosols vides, barquettes en aluminium, bouteilles de sirop métalliques...
Les petits emballages métalliques : boules de papier aluminium, capsules de café, couvercles/capsules, plaquettes de médicaments...



Les emballages CARTON et PAPIER
Boîtes en carton, cartonnets, briques alimentaires, emballages kraft, emballages traiteur...



LES BONS GESTES

- ⇒ Inutile de laver les emballages, il suffit de bien les vider !
- ⇒ N'imbriquez pas les emballages entre eux.
- ⇒ Déposez vos emballages **en vrac** dans votre bac jaune.
- ⇒ **ATTENTION, LES PAPIERS NE DOIVENT PAS ÊTRE MÉLANGÉS** aux emballages ! Voir consigne papier en page suivante.

Ce visuel est extrait du « Guide pratique pour bien trier ses déchets », disponible à la demande pour tous les habitants du territoire ainsi que sur le site internet de la CCSE.

3.3.2 Fréquentation des déchèteries

Déchèteries	Fréquentation annuelle
Déchèterie de Frossay	20 000
Déchèterie de Saint Viaud	26 000
Déchèterie de Saint-Père-en-Retz	27 000
Déchèterie de Saint-Brevin-les-Pins (11 mois)	132 000

Le décompte de ces fréquentations se fait par une boucle de comptage sur chaque déchèterie sauf pour Frossay, où la fréquentation a été estimée.

La déchèterie de St Brevin a fermée en décembre pour réaliser des travaux d'agrandissement. Les données sont donc sur 11 mois.

3.4 Évolution de l'organisation de la collecte

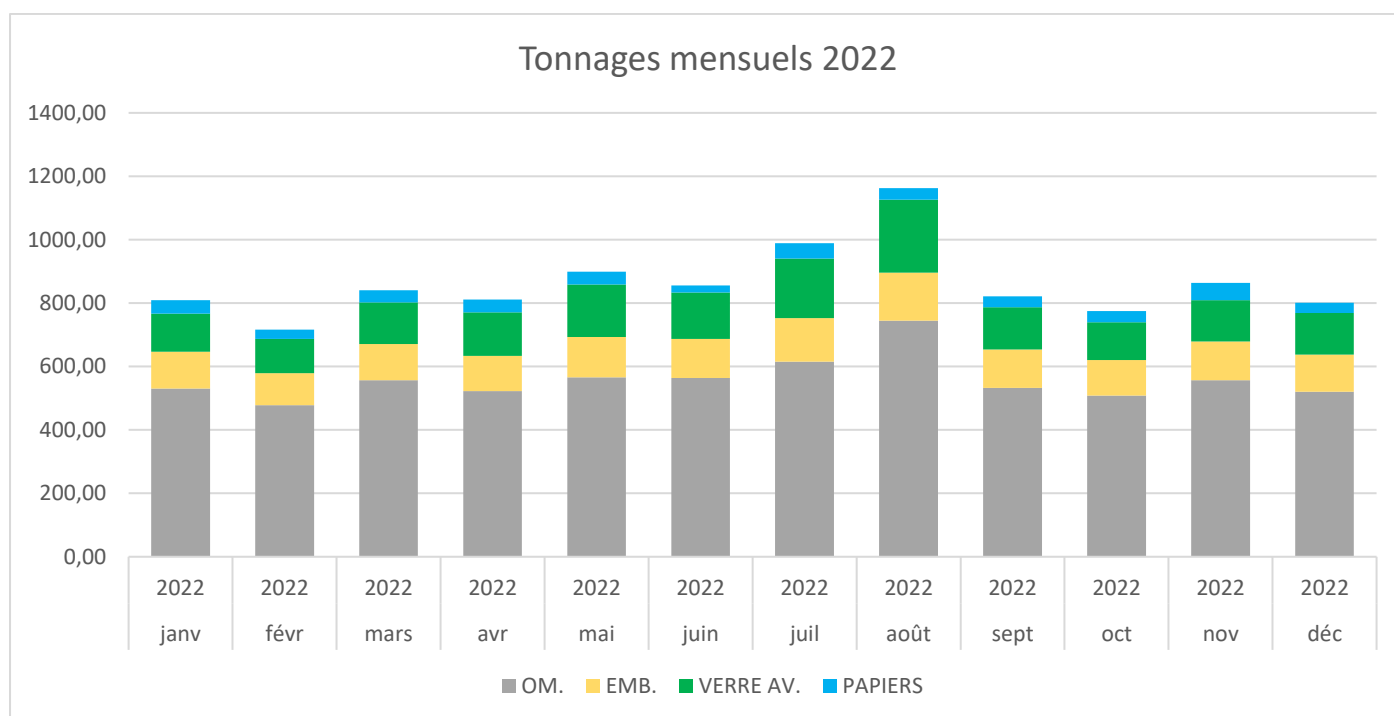
Flux	Frossay	Saint-Viaud	Saint-Père-en-Retz	Saint-Brevin-les-Pins	Prestataire de recyclage	Traitement/Valorisation
Bois	✓	✓	✓	✓	PAPREC	Broyage pour recyclage matière
Déchets Verts	✓	✓	✓	✓	Plateforme de compostage de Corsept	Compostage
Cartons	✓	✓	✓	✓	ROMI	Recyclage matière
Papier	✓	✓	✓	✓	ROMI	Recyclage matière
Métaux ferreux	✓	✓	✓	✓	ROMI	Broyage pour recyclage matière
Gravats	✓	✓	✓	✓	GSM	Concassage pour recyclage matière
Tout-venants	✓	✓	✓	✓	Véolia- Générale de Valorisation	ISDND avec valorisation énergétique
Mobilier	✓	✓	✓	✓	Véolia Couëron	Recyclage matière
Batterie	✓	✓	✓	✓	ROMI	Recyclage matière
DEEE		✓	✓	✓	ECOTRI Véolia Triade ARTEMISE LUMIVER GUY DAUPHIN	Recyclage matière
Déchets Diffus Spécifiques	✓	✓	✓	✓	Triadis (SECHE)	Recyclage matière
Amiante				✓	SECHE Environnement (Theix-Noyalo 56)	Enfouissement technique

Chapitre 4 / La collecte des déchets : bilan

4.1 Déchets collectés en collecte résiduelle et séparée

	2022		Evolution 21/22
	Tonnage	Kg/hab	
Ordures Ménagères	6 696	220	-2.1%
Emballages	1 454	48	-1.2%
Papier	454	15	-12.4%
Verre	1 741	57	-2.3%
TLC	140	4.62	+1%

* La collecte des TLC organisée par le Relais a été très perturbée en 2020 par les aléas de la crise COVID.

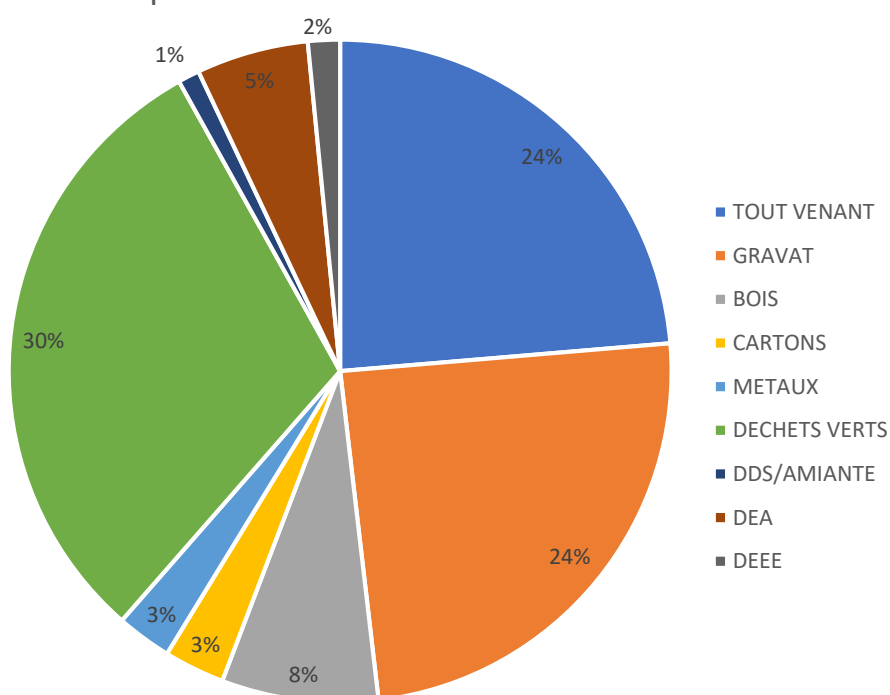


L'effet de l'affluence touristique estivale est marquant sur ce graphique. Il est important de noter que c'est principalement la quantité d'ordures ménagères qui augmente lors des mois d'été, alors que le gisement d'emballage ne varie que très peu.

Quantité de déchets collectée en déchèteries (en tonnes)

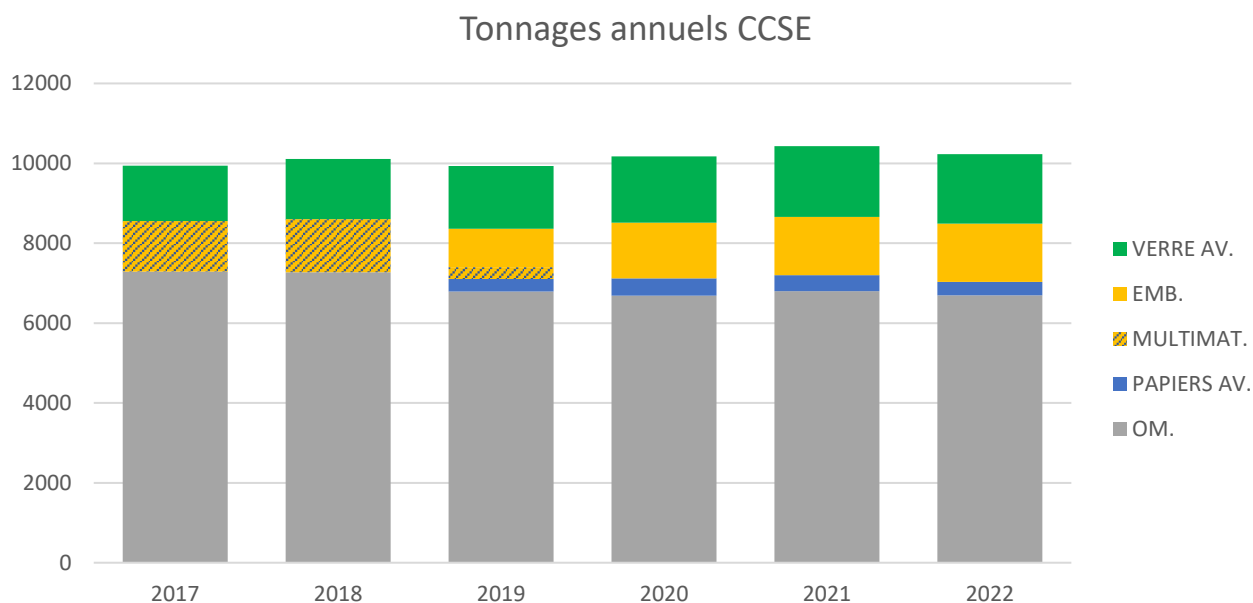
Type de flux	Déchèterie de Frossay	Déchèterie de Saint-Viaud	Déchèterie de Saint-Père-en-Retz	Déchèterie de Saint-Brevin-les-Pins
Métaux ferreux	24.59	84.88	64.56	236.64
Papiers cartons	41.98	98.74	70.40	357.34
Déchets de bois	107	182.21	231.72	643.92
DEEE	-	61.09	41.75	135.50
Encombrants ménagers ou divers NON incinérables (tout-venant)	320.98	528.28	690.00	2 068.63
Batteries	3.50			
Mobilier	75.04	162.16	137.96	459.05
DDS	14.49	23.55	22.93	69.90
Déchets verts	344.16	612.56	555.34	3 134.50
Gravats	285.50	484.08	494.70	2 469.86
Déchets amiantés	-	-	-	29.12

Répartition des flux déchèteries

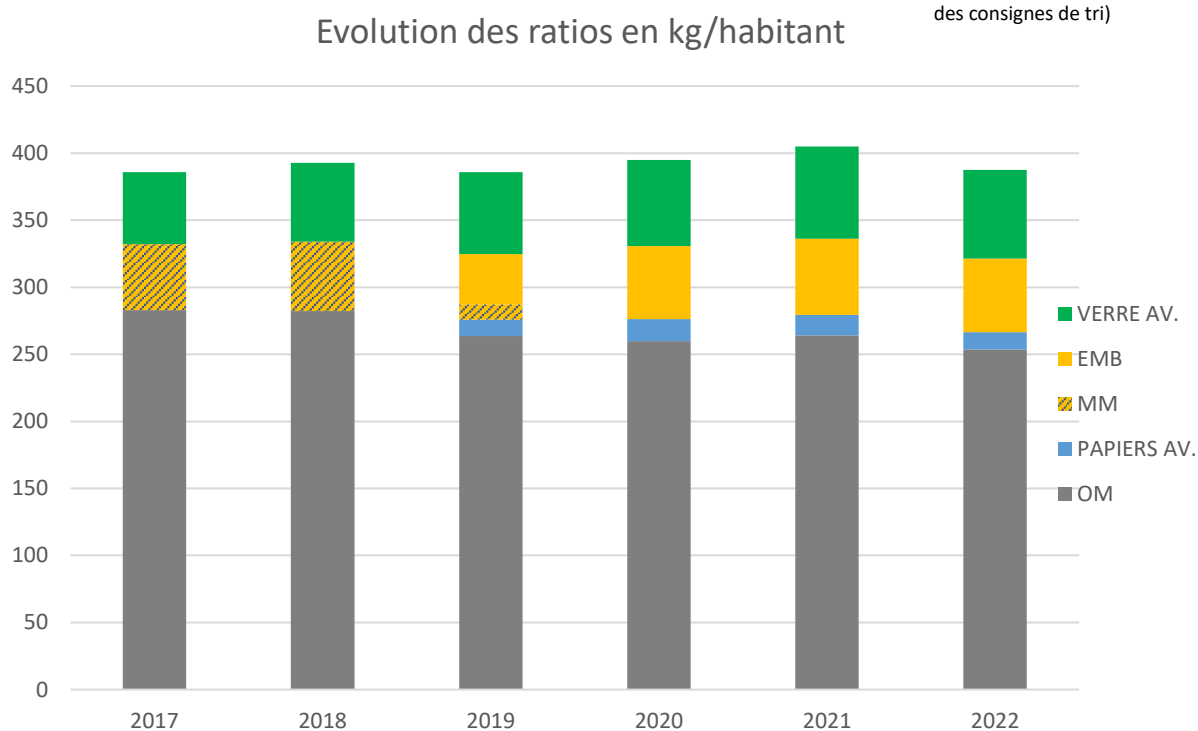


Flux	kg/hab
TOUT VENANT	119
GRAVATS	123
BOIS	38
CARTONS	38
METAUX	14
DECHETS VERTS	153
DDS/AMIANTE	5
MOBILIER	27
DEEE	8

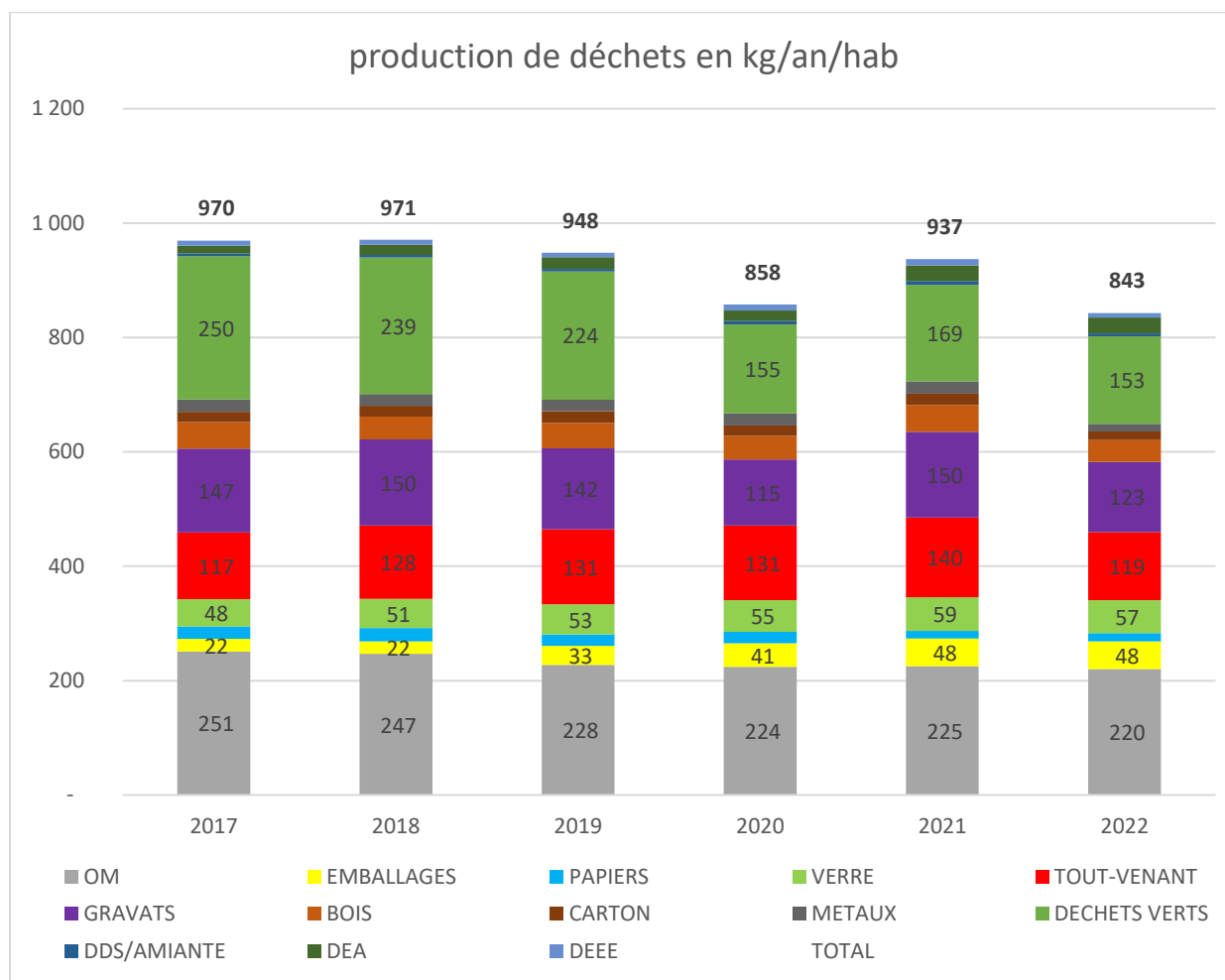
4.2 Evolution des tonnages



*MULTIMAT = Emballages + Papier
(changement en 2019 avec extension
des consignes de tri)



La mise en place de l'extension des consignes de tri en 2019 a bien été prise en compte par les habitants, ce qui permet de stabiliser les tonnages d'emballages en 2022. On note une baisse des flux verre et OMr en 2022.

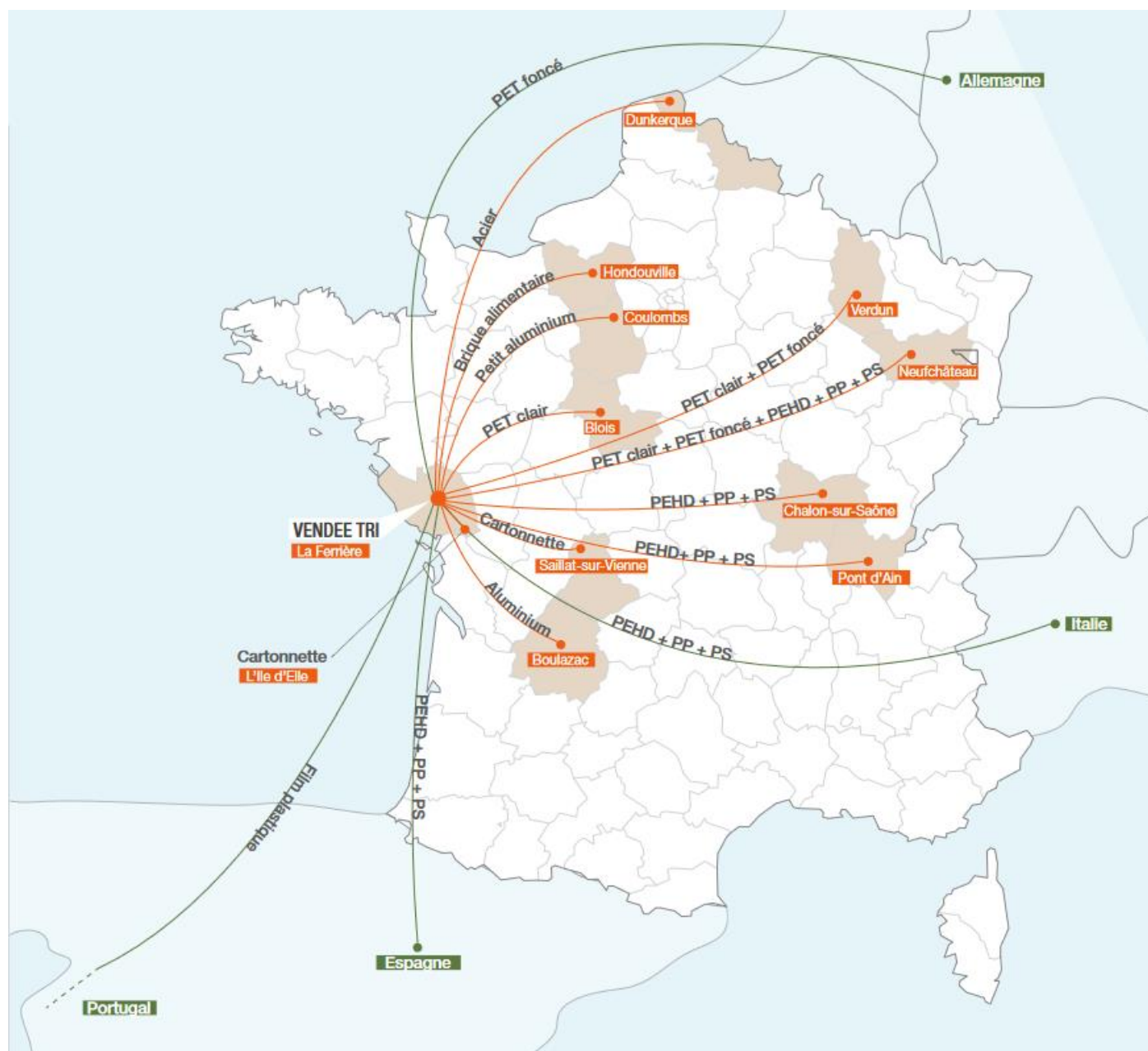


Les tonnages 2020 ne sont pas représentatifs puisque les déchèteries ont été fermées plusieurs mois.

En 2022, on note une baisse globale et une diminution significative des tonnages de certains flux.

Chapitre 5 / Le traitement des déchets

5.1 Localisation des unités de traitement existantes



Carte théorique des localisations des unités de valorisation par flux en 2019 (Trivalis)

Gisements triés	Prestataires	Localisation
Acier	ARCELOR	Pyrénées-Atlantiques (64) ou Espagne
Cartonnettes	COVED	...
Films plastiques	Valorplast	Portugal ou Marne (51)
PEHD (Polyéthylène Haute Densité)	Valorplast	Espagne
PP (Polypropylène)	Valorplast	Espagne
PS (Polystyrène)	Valorplast	Espagne
PET clair (Polyéthylène Téréphtalate)	Valorplast	Espagne ou Côte-d'Or (21) ou Pyrénées-Atlantiques (64)
PET foncé	Valorplast	Haut-Rhin (68)
Aluminiums	AFFIMET/RVM	...
Petits Aluminiums	RVM	...

5.2 Capacité et tonnages traités

5.2.1 Taux global de valorisation

L'Ecocentre et Vendée Tri sont des centres de traitement, qui accueillent les déchets de plusieurs collectivités. Les quantités traitées des autres collectivités ne seront pas développées ici.

Les Ordures Ménagères sont valorisées ou enfouies à l'Ecocentre, Unité de Valorisation Organique qui permet la séparation de la matière fermentescible dans le but de la composter, il y a également un déferailage qui permet de capter un gisement de métaux ferreux, envoyés en recyclage.

OM - CCSE		
Total	Valorisés	Refus
6 696 t	2 969 t	3 727 t
100%	44.34%	55.66%

L'Ecocentre a une capacité de traitement maximum de 30 000 tonnes d'OM par an. Il est à 28 386 tonnes en 2022, soit 95% de sa capacité.

Les Emballages sont triés à Vendée Tri, qui a également une capacité de 30 000 tonnes d'emballages par an. Le site est à 100% de sa capacité.

Emballages - CCSE		
Total	Valorisés	Refus
1 283.20 t	825.75 t	457.48 t
100%	64.6%	35.4%

5.2.2 Evolution des tonnages traités sur l'Ecocentre

Année	2020	2021	2022
OM collecté	6 692	6 799	6 696
Valorisé	3 018	3 210	2 969
Refus	3 674	3 588	3 727
% de Refus	54,9%	52,8%	55.6%

5.2.3 Evolution des tonnages traités de Vendée Tri

Année	2020	2021	2022
Emballages entrants	1 391.46	1 439,19	1283.20
Valorisé	950,78	905,14	825.75
Refus	440,69	534,05	457.48
% de Refus	31,7%	37,1%	35.4%

*année non complète

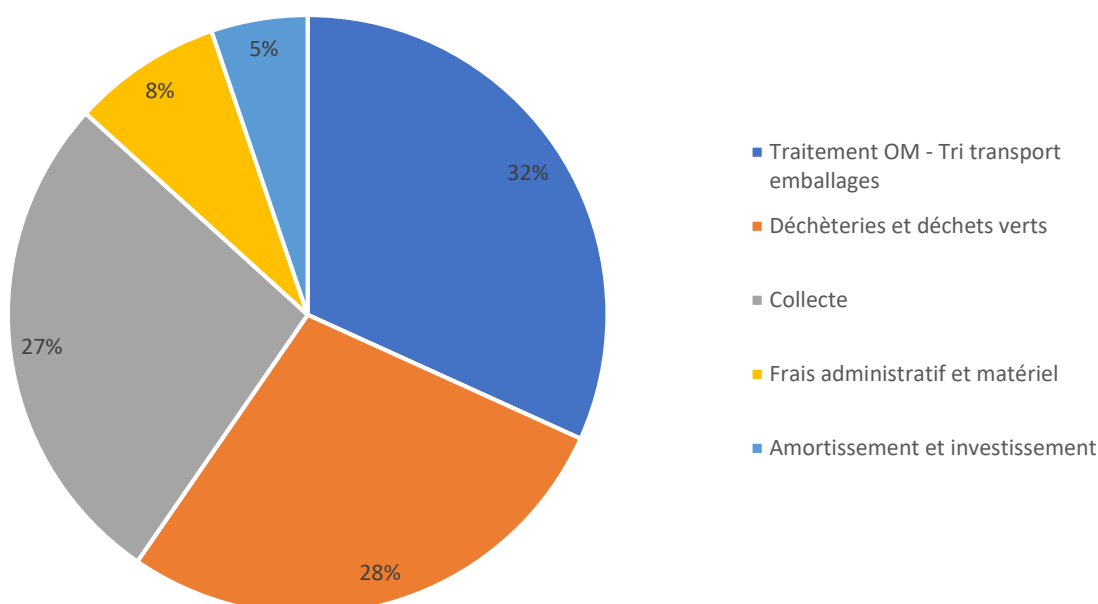
Le tonnage entrant est en diminution en 2022 uniquement à cause de l'effet de stock. Le taux de refus diminue légèrement par rapport à l'année précédente.

Partie 2 > Les indicateurs économiques et financiers

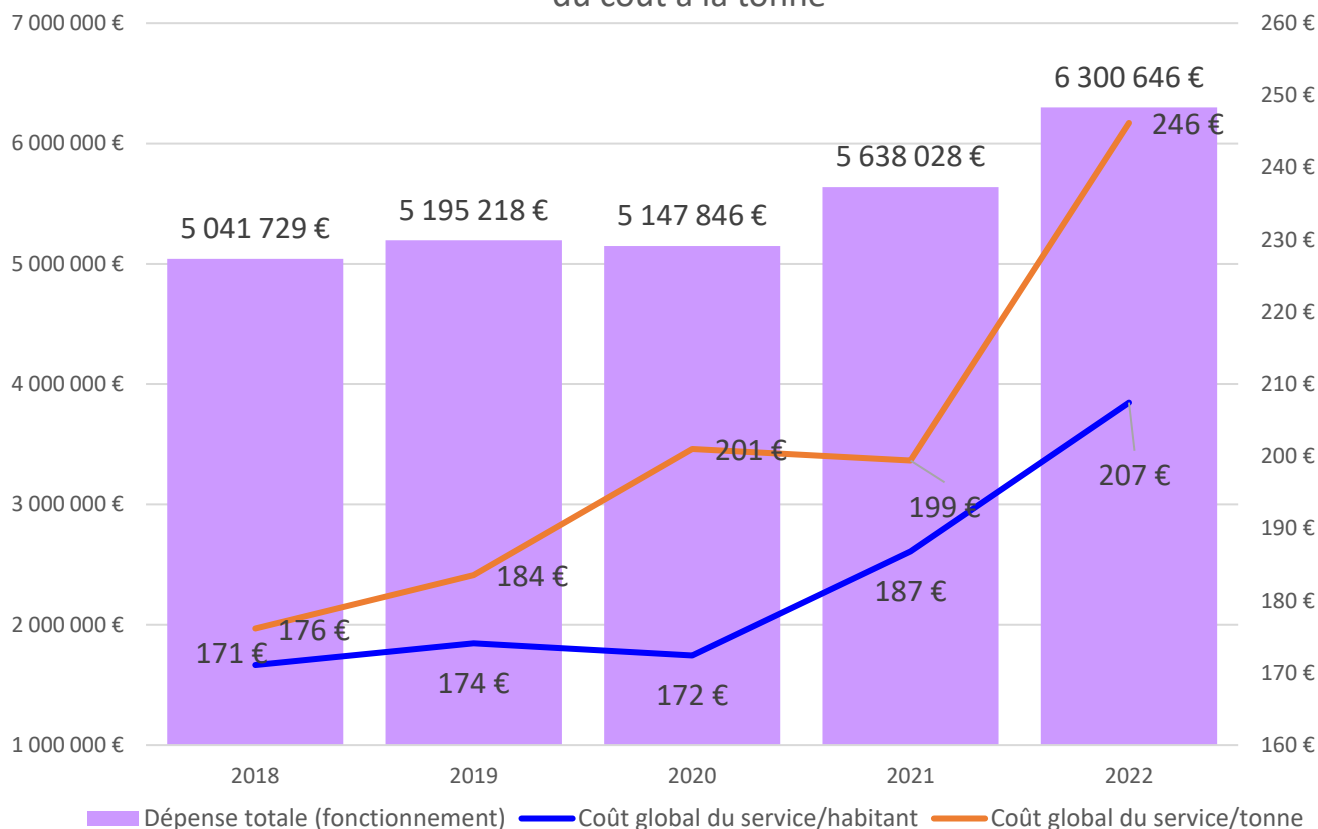
Chapitre 1 / Modalités d'exploitation du service public de prévention et de gestion des déchets

1.1 Les Dépenses

Dépenses de fonctionnement 2022 - 6 300 000€	
<i>Traitement OM - Tri transport emballages</i>	2 002 382,08 €
<i>Déchèteries et déchets verts</i>	1 753 891,70 €
<i>Collecte</i>	1 708 062,76 €
<i>Frais administratif et matériel</i>	508 583,41 €
<i>Amortissement et investissement</i>	327 726,17 €
TOTAL	6 300 646,12 €



Evolution des dépenses de fonctionnement, du coût à l'habitant et du coût à la tonne

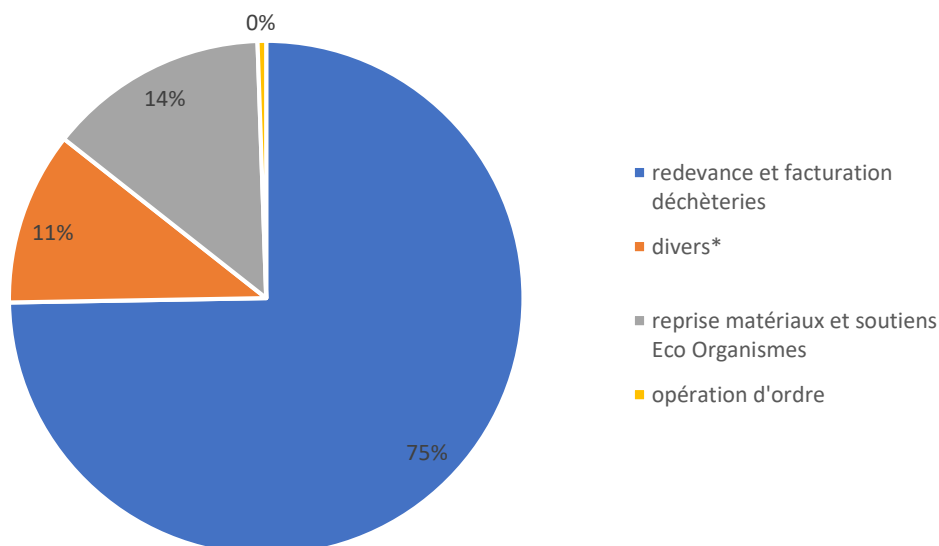


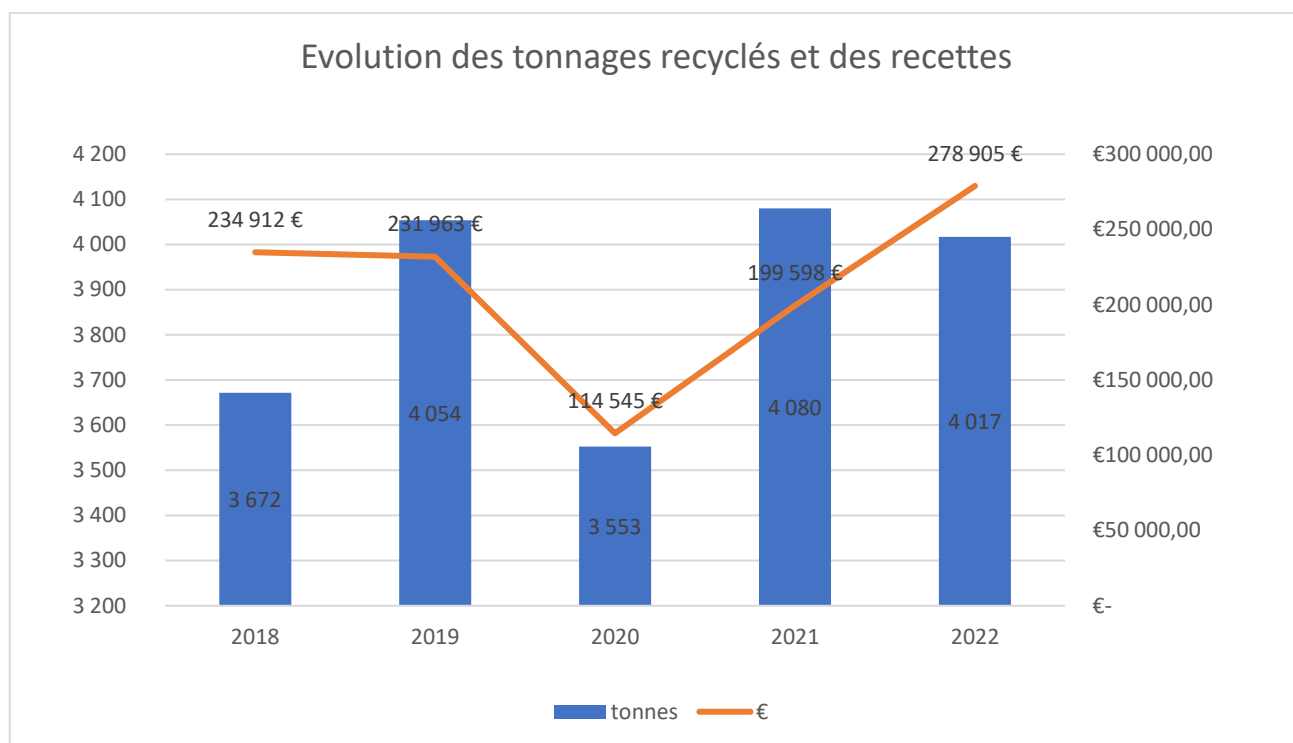
Le coût global du service par habitant est en augmentation constante. 2022 est marqué par le coût de l'inflation et l'augmentation importante de la TGAP.

1.2 Les Recettes

Recettes de fonctionnement 2022 - 6 235 000€	
redevance et facturation déchèteries	4 659 618,57 €
divers*	678 836,02 €
reprise matériaux et soutiens Eco Organismes	863 161,67 €
opération d'ordre	33 717,00 €
TOTAL	6 235 333,26 €

*dont recette exceptionnelle refacturation SYSEM
excédent antérieur reporté de 1 157 000€ non comptabilisé

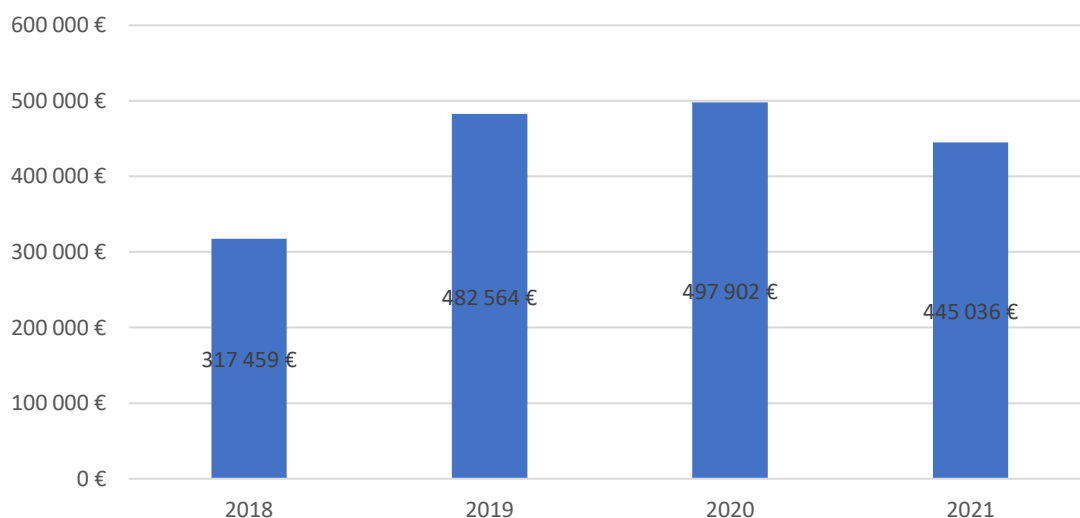




Facturation des professionnels en déchèterie

	ST BREVIN LES PINS		SAINT VIAUD		SAINT PÈRE EN RETZ		FROSSAY		TOTAL/ANNEE	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
2019	778	16 591 €	34	946 €	100	4 037 €	6	154 €	918	21 728 €
2020	1127	24 201 €	124	4 168 €	133	5 071 €	10	214 €	1394	33 654 €
2021	775	21 028 €	120	3 391 €	99	4 651 €	12	401 €	1006	29 470 €
2022	563	13 724 €	192	6 067 €	81	3 340 €	0	- €	836	23 131 €

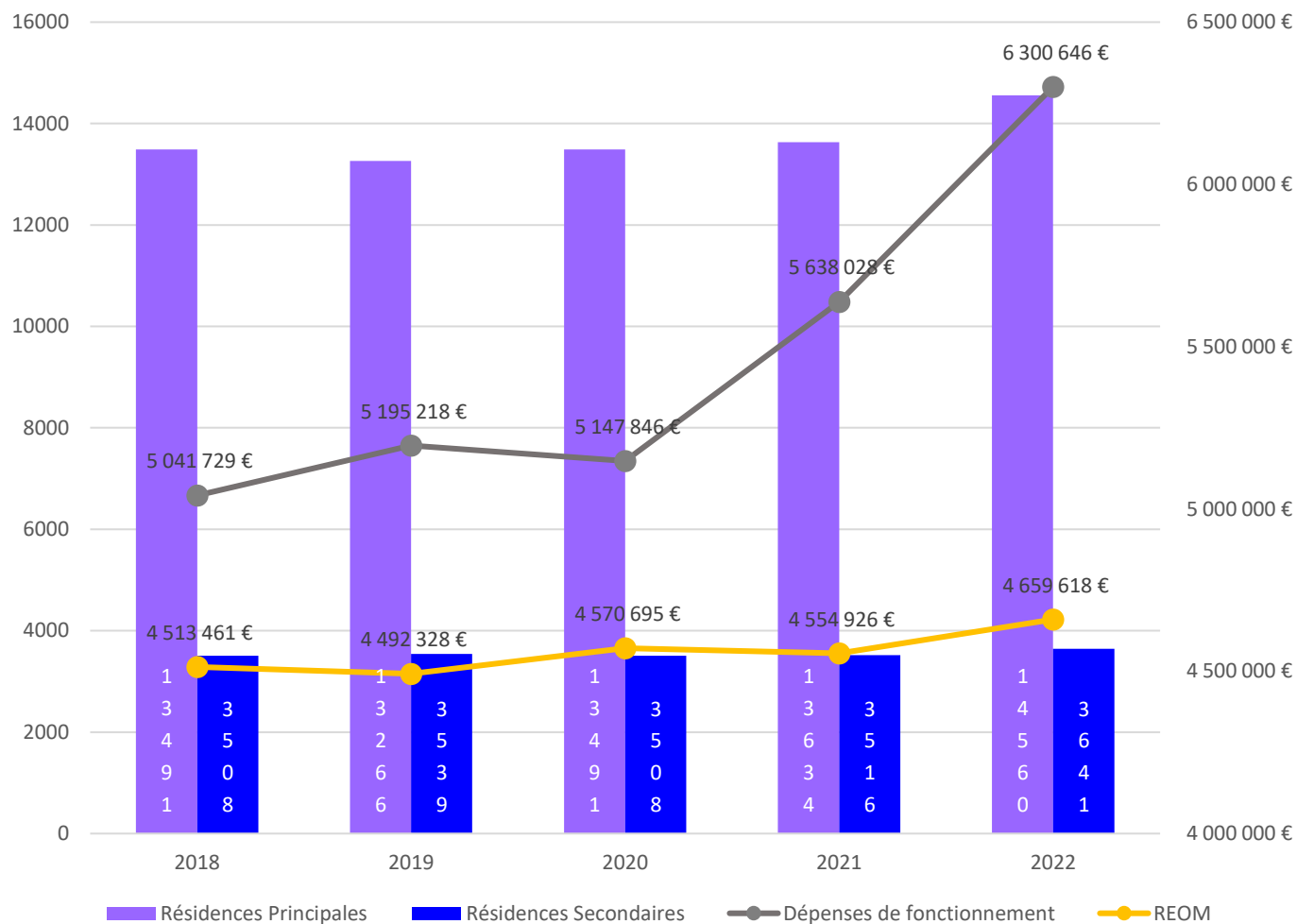
SOUTIENS DES PRINCIPAUX ECO ORGANISMES



Les éco-organismes sont Citéo pour les emballages et Eco mobilier pour les déchets d'ameublement. Les données définitives 2022 ne sont pas encore disponibles.

1.3 Bilan Dépenses-Recettes

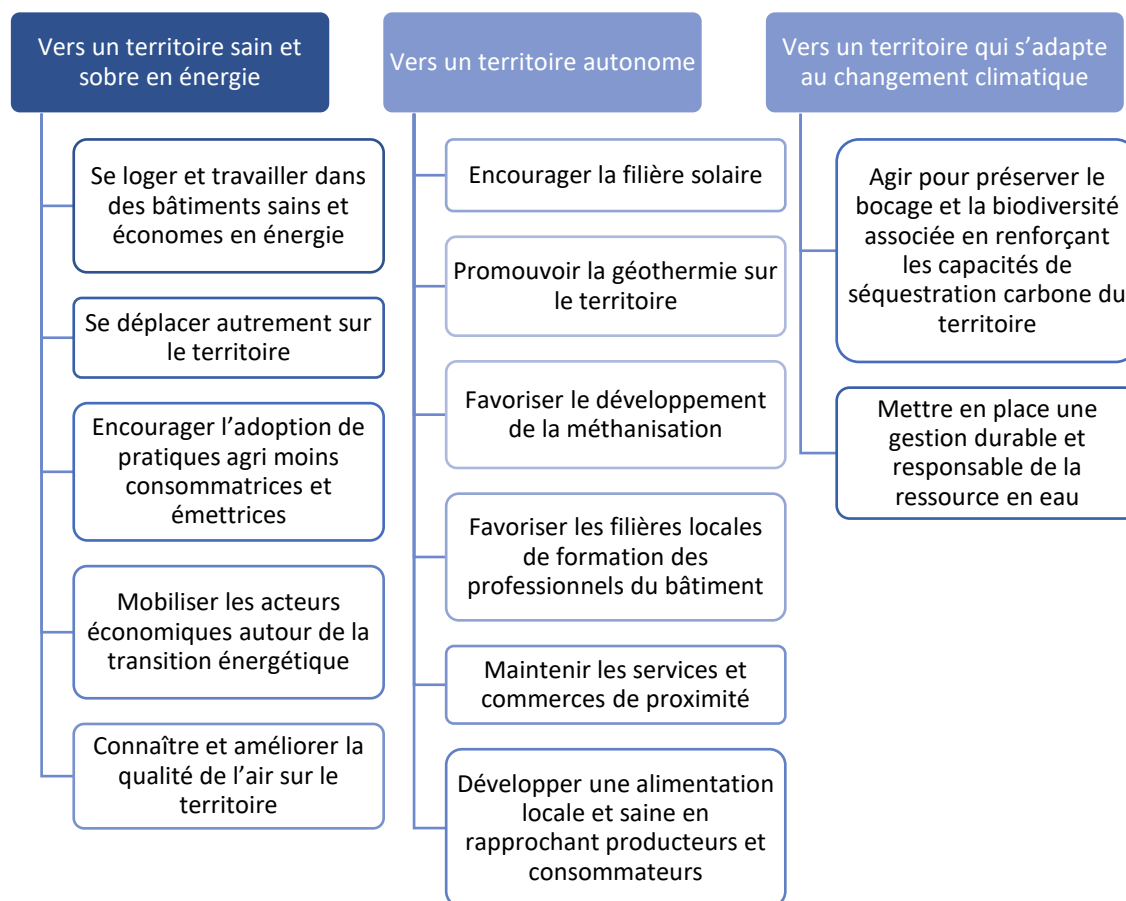
Evolution de la population, de la redevance et des dépenses



Partie 3 > LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL

Le PCAET est une démarche de planification à la fois stratégique et opérationnelle. L'objectif est de permettre de coordonner la transition énergétique et climatique sur notre territoire via :

- La réduction des émissions de gaz à effet de serre pour contribuer à réduire le changement climatique,
- La préservation de la qualité de l'air pour limiter les impacts sanitaires et environnementaux de la pollution atmosphérique croissante,
- L'adaptation du territoire aux effets du changement climatique face à sa vulnérabilité initiale, constatée en début de diagnostic.



Chapitre 1 / Actions menées du PCAET

1.1 Contexte et objectifs

La Loi de Transition Ecologique pour une Croissance Verte du 17/08/15 fait évoluer le périmètre et l'ambition des plans climat, en y intégrant dorénavant les enjeux concernant la qualité de l'air. Ce Plan Climat Air Energie Territoire (PCAET) est obligatoire pour les EPCI de plus de 20 000 habitants.

Le PCAET est un projet de développement durable avec une stratégie et un plan d'actions établi pour 6 ans. Ce programme a pour but d'atténuer et de s'adapter aux effets du réchauffement climatique sur le territoire. C'est un projet participatif (élus, professionnels, associations, habitants...) qui veut « penser global et agir local ». Le PCAET de Sud Estuaire délibéré le 20/02/2020 est développé autour de 3 axes, 13 objectifs, 44 actions.

Voici les objectifs stratégiques quantitatifs à attendre :

Récap des Objectifs 2030 du PCAET	2016	2018	Objectifs 2030
Consommation d'énergie GWh/an	533	545	500
Production d'ENR (énergie primaire) GWh/an	43	46	147
Balance énergétique (en %)	8%	9%	30%
Emissions de GES (teqCO2/habitant)	5,2	4,7	3,93

1.2 Programme / actions développées en 2022

Le programme d'actions déployé en 2022 a mobilisé l'ensemble des services de la CCSE.

Quelques exemples d'actions initiées par la chargée de mission PCAET sont présentés ci-dessous.

Ceux-ci sont organisés en lien avec les axes du PCAET.

Axe 1 : Vers un territoire sain et sobre en énergie

1.1.1 Mettre en place et animer une plateforme territoriale de la rénovation énergétique

Depuis 2021, tout propriétaire sur le territoire de la Communauté de Communes Sud Estuaire peut bénéficier gratuitement de sensibilisation, d'informations et de conseils personnalisés indépendants de toutes démarches commerciales, pour élaborer son projet de rénovation, en sollicitant un conseiller expert de la rénovation énergétique (association Alisée). Ce sont ainsi 195 ménages qui ont fait l'objet d'une information de 1er niveau en 2021 et 273 en 2022 et 40 ménages qui ont bénéficié d'un conseil personnalisé en 2021 et 54 ménages en 2022.

1.1.2 Sensibiliser la population à la rénovation énergétique

Des ateliers en lien avec la thématique de précarité énergétique et animés par l'association Alisée ont été proposés par la CCSE et la fondation Valorem en 2021 et 2022. 6 ateliers collectifs portant sur les écogestes ont pu être proposés. 50 personnes ont été sensibilisées.

1.1.3 Rénover le parc immobilier public pour atteindre la performance énergétique et engager des actions de sobriété énergétique (bâtiment et éclairage)

Plusieurs actions ont été menées sur le territoire :

1. En 2022, la CCSE s'est engagée dans le Programme CEE ACTEE 2. Ce programme, porté par la FNCCR et coordonné localement par Territoire d'Énergie 44 (TE44) (anciennement Sydela), syndicat d'Énergie de Loire-Atlantique, vise à accompagner les collectivités dans la réduction de leurs factures d'énergie et la planification des travaux de rénovation énergétique.

Le patrimoine étudié sur le territoire dans ce cadre concerne :

- 5 collectivités
- 108 bâtiments - facture totale d'énergies (2019) : 630 k€
- 10 audits énergétiques réalisés représentant 12 435 m²

Territoire d'Énergie 44 a ainsi accompagné la CCSE dans l'audit des performances énergétiques de plusieurs bâtiments : la maison des jeunes Bobby Lapointe, le multi-accueil Pomme d'Api à Saint-Brevin-les-Pins ainsi que l'Accueil périscolaire et de Loisirs à Frossay. Plusieurs scénarios ont été proposés avec pour chacun des gains énergétiques différents en fonction des investissements à effectuer sur les structures. Pour la maison des jeunes Bobby Lapointe par exemple, les actions du scénario 1 ont été retenues incluant une sensibilisation auprès des usagers, l'installation d'une horloge pour gérer la ventilation et la programmation de la chaudière pour un gain de 15% d'énergie et de 17 kg éq CO₂/m².an.

La participation financière de la CCSE s'élève à 8500 € pour la mise en œuvre du programme et 2184 € pour la réalisation des audits sur ces 3 bâtiments.

2. Le nouveau siège de la CCSE vise la sobriété énergétique. Actuellement en travaux, les locaux de la CCSE, à Paimboeuf, bénéficient d'une rénovation globale conséquente. L'occasion d'optimiser les performances énergétiques du bâtiment avec un objectif de gain de 40 %. La CCSE bénéficie ainsi de 125 600 € de support financier accordé dans le cadre du contrat de ruralité, de relance et de transition écologique (CRRTE) signé en 2021. Plus de 2 millions d'euros de subventions ont été attribuées par l'Etat en 2020-2021 à des projets portés par les acteurs privés et publics du territoire dans le cadre du CRRTE.
3. En 2022 : l'extinction de l'éclairage public dans les zones d'activité s'est déployée sur les 4 zones d'activités de la CCSE. Ainsi, les éclairages s'éteignent entre 22 heures et 6 heures.

En parallèle des actions de rénovation, et dans le cadre du plan gouvernemental sur la sobriété énergétique la CCSE et les communes mettent en place différentes actions et notamment, une diminution et une meilleure régulation de la température dans les locaux publics, la modification des plages de fonctionnement de l'éclairage public.

1.1.4 Sensibiliser la population aux économies d'énergies et d'eau

Le Défi Déclics Eau Energie : entre le 29 novembre 2022 et le 30 avril 2023, une équipe constituée d'habitants du territoire et une autre composée d'agents de la CCSE jouent le jeu de la sobriété énergétique. Le Défi Énergie Sud Estuaire est un concours d'économies de chauffage, d'électricité et d'eau dont l'objectif est de démontrer que tous ensemble, il est possible de lutter efficacement contre les émissions de gaz à effet de serre en réduisant, en 5 mois, ses consommations de minimum 8 %. Coût : 3000€.

Axe 2 : Vers un territoire autonome

2.1.1 Etudier le potentiel de développement solaire du territoire grâce au cadastre solaire

Un cadastre solaire est une cartographie du potentiel énergétique d'une zone géographique. Il permet d'obtenir des informations précises sur l'ensoleillement et la température moyenne de la zone définie ainsi que sur l'orientation, l'inclinaison et l'ombrage (végétation, voisinage, etc.) des toitures.

2 agents de la CCSE ont été formés en 2022 à l'usage de l'outil « cadastre solaire » développé par TE44 afin de proposer, dès 2023, les entreprises à évoluer le potentiel photovoltaïque de leur toiture ainsi que la rentabilité énergétique du projet solaire (en lien avec le 2.1.5).

2.1.4 Etudier la valorisation énergétique de zones non exploitables (ex:photovoltaïque sur centre d'enfouissement technique, ombrières de parking, etc.)

En 2022, une cartographie, non contraignante et non opposable, mise en place par la DDTM et ayant pour but de constituer un outil d'aide à la décision des différentes parties prenantes d'un projet de panneaux solaires photovoltaïques au sol, a été soumise aux élus des communes et de la CCSE pour avis. La mise en place d'un outil dédié par le service SIG de la CCSE a permis d'en assurer le suivi.

Plusieurs études menées sur la mise en place d'ombrières de parking et de panneaux solaire photovoltaïques flottants sont en cours.

En parallèle des actions réalisées en lien avec chaque axe du PCAET, plusieurs missions transversales permettant d'œuvrer sur les différents champs du développement durable ont pu être menées : un exemple : le « parcours écocitoyen » :

Dans le cadre de ce parcours, déployé en 2022, 79 animations, en lien avec les thématiques eau, déchets,...ont été proposées aux écoles primaires du territoire. Parmi les 14 écoles du territoire, 12 écoles ont participé. L'ensemble des niveaux du CP au CM2 sont représentés. 1058 élèves répartis en 54 classes ont reçu au moins une animation de ce programme. Le tableau ci-dessous reprend la répartition par thèmes des animations réalisées.

Étiquettes de lignes	Nombre de Animations	Somme de Nombre d'élèves
BIODIVERSITÉ	5	104
DÉVELOPPEMENT DURABLE	2	25
EAU	5	112
ÉCO-CONSOMMATEUR	31	669
GESTION DES DÉCHETS	36	532
Total général	79	1442

L'année 2023 constitue également une étape clé du PCAET puisqu'il s'agit de l'année de « mi-parcours ». A ce titre, des temps de rencontres inter-services et avec les communes ont pu être initiés dès 2022 afin de collecter des éléments qualitatifs et quantitatifs permettant de préparer un bilan mi-parcours qui sera formalisé en 2023 via :

- Un document de synthèse mis à disposition des élus et du grand public
- Une plateforme dédiée permettant le pilotage interne et le partage auprès du grand public

La labellisation Economie Circulaire présentée ci-dessous vient compléter le PCAET en activant notamment les leviers de prévention des déchets et de travail inter-acteurs sur des enjeux de mutualisation.

Partie 4 > Labellisation ECONOMIE CIRCULAIRE

La CCSE s'est engagée dans une démarche d'économie circulaire en vue d'une labellisation. Les objectifs de cette labellisation sont les suivants :

Objectif 1	Définir la stratégie et la gouvernance transversale pour cohérence des différents programmes, mobiliser les acteurs.	
Objectif 2	Déployer les différents programmes (PLP, PCAET, PAT, dev eco...).	
Objectif 3	Accompagner le changement de comportement et le modèle économique du territoire.	
Objectif 4	<p>Développer et innover, notamment avec la mise en place de boucles d'Economie Circulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organique : Traitement biodéchets dans les campings et lieux touristiques - Economie : Mettre en place des Ecologies Industrielles et Territoriales sur les Zones d'activités du territoire - Alimentaire : Lutter contre le Gaspillage Alimentaire dans les restaurants collectifs - Réemploi : Accompagner la mise en place d'une matériauthèque 	

L'une des priorités des premières années de lancement de la démarche d'économie circulaire est l'identification d'une stratégie et d'une gouvernance transversale. Effectivement pour une meilleure cohérence des différents programmes, pour mobiliser un maximum d'acteurs et pour mutualiser les moyens financiers et humains de la collectivité, la co-construction, le partage d'information et la transversalité des services semble être les éléments essentiels pour une démarche d'économie circulaire réussie.

Cette transversalité, engagée dès 2021, s'est poursuivie en 2022 par la mise en place de différentes strates de pilotage et de mise en œuvre de l'action sur le volet économie circulaire.

Le Conseil communautaire valide les programmes d'actions de la « Stratégie de Développement Economique du Sud Estuaire », du PLPDMA et du PCAET. Chaque année, un état d'avancement de la mise en œuvre des programmes est proposé sur la base des indicateurs de programme. Les Commissions sont sollicitées au fur et à mesure de la mise en œuvre du programme. Plus particulièrement, la Commission aménagement, ECI peut être sollicitée au fur et à mesure de la mise en œuvre de celui-ci : elle est constituée de 24 élus dont la liste est proposée ci-dessous.

La mise en œuvre du programme d'actions est partagée entre les deux services porteurs de la démarche : les services Environnement et Développement Economique.

La coordination du programme a intégré, en 2022, les actions suivantes :

- Accompagner la mise en œuvre de l'ensemble des actions.
- S'assurer de la bonne circulation des informations entre les porteurs des actions, à travers de temps d'échanges présents et de moyens dématérialisés.
- Assurer également la coordination du programme avec le PCAET, le PAT et le PLPDMA.
- Effectuer le suivi de l'avancement des actions, à l'aide des indicateurs.
- Remplir le référentiel économie circulaire chaque année

D'autres services sont mobilisés dans le cadre des actions prévues, selon leur domaine de compétence et leur champ d'activité, notamment le service marchés publics et le service agriculture.

Les actions menées en 2022 en lien avec les 4 boucles d'économie circulaire sont synthétisées dans le rapport d'activités ECI 2022.

Ci-dessous quelques exemples d'actions initiées par la chargée de mission PCAET :

- Favoriser le catering événementiel responsable : produits locaux et de saison – conditionnement limité, mise en place d'un kit « Petit déjeuner »
- Développement de l'approvisionnement local et de qualité via la commande publique : 2021 – 2024 – Prestation de service pour la fourniture de repas et de goûters pour les services jeunesse, enfance et petite enfance : lot 1: multi-accueils (3 communes): Ansamblé
- Mise à disposition d'une mallette pédagogique (proposée par la Chambre Agriculture) valorisant la consommation locale
-

Partie 5 > La mobilité

Dans le cadre de Loi d'Orientation des Mobilités de 2019, la Communauté de Communes du Sud Estuaire a décidé par délibération de prendre la compétence « mobilité » le 1^{er} juillet 2021 et par conséquent devenir une autorité organisatrice de la mobilité (AOM). Dorénavant, la collectivité est chargée d'assurer le fonctionnement de services tels que le transport en commun, le vélo, la marche ou encore le covoiturage.

Chapitre 1 / Les modes actifs

Concernant le développement du vélo sur le territoire, la CCSE a répondu en 2021 à un appel à projet « AVELO 2 », programme porté par l'ADEME. Ce programme de Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) qui s'étend jusqu'en 2024 soutient les territoires peu denses dans la planification, l'expérimentation l'évaluation et l'animation de politique cyclable.

En parallèle, la Communauté de Communes s'est engagée sur divers projets axés sur le développement du vélo et de la marche notamment.

1.1 MOBY à l'Ecole

MOBY, programme (CEE) porté par la société ECO CO₂, accompagne les collectivités territoriales et les établissements scolaires à sensibiliser les élèves à l'écomobilité et à mettre en place un Plan de Déplacement d'Établissement Scolaire.

La CCSE, séduite par ce projet qui s'inscrit dans la volonté du territoire à rationaliser ses émissions de gaz à effet de serre (PCAET), a convenu avec les communes de Saint-Brevin-Les-Pins, Paimboeuf et Saint-Père-en-Retz de porter cette initiative sur 7 écoles :

- 3 écoles à Saint-Brevin-Les-Pins : La Pierre Attelée, Paul Fort et François Dallet,
- 2 écoles à Paimboeuf : Sacré Cœur et les 4 Amarres,
- 2 écoles à Saint-Père-en-Retz : Sainte-Opportune et Jacques Brel.

Débutées en septembre 2021, les premières étapes de ce projet furent principalement de cadrer le cahier des charges pour les mois à venir, d'informer les parents d'élèves et les enseignants du dispositif et de commencer la collecte de données en vue du diagnostic « mobilité » qui doit être réalisé pour chacune des écoles.

En 2022, chacune des écoles du programme s'est vue être dotée d'un Plan de Déplacement, document synthétisant le diagnostic de l'accessibilité aux abords de l'école et des pratiques de déplacement des élèves/enseignants et orientant sur les actions à préconiser. Sur cette base, un plan d'actions a pu être co-construit avec l'appui de membres du groupe de travail (agents, élus, parents d'élèves, associations locales, enseignants et directeurs).

Quelques exemples d'actions préconisées en lien avec les modes actifs

- **Aménagement :**
 - Piétonnisation des abords de l'école Paul Fort – Saint-Brevin-les-Pins
 - Apaisement de l'avenue environnante de l'école François Dallet – Saint-Brevin-les-Pins (bac fleuris / arbustes pour rétrécir la chaussée, implantation de figurines)
 - Coloriage des bandes cyclables au niveau du parking de l'école Sainte Opportune – Saint-Père-en-Retz
- **Report Modal :**
 - Expérimentation d'un pédibus / vélobus sur toutes écoles - Saint-Brevin-les-Pins - Saint-Père-en-Retz – Paimboeuf
 - Achat d'un vélo cargo par la ville de Saint-Père-en-Retz
 - Support de communication sur « Comment se déplacer à vélo ou à pied à Paimboeuf »
- **Acculturation :**
 - Défi Mobilité 2023 dans les trois écoles de Saint-Brevin-les-Pins
 - Rentrée des classes sous le thème du vélo dans les écoles de Saint-Père-en-Retz
 - Défi Chrono pour comparer les temps de parcours dans les écoles de Paimboeuf

1.2 L'aide à l'achat d'un vélo

Par délibération en date du 21 avril 2022, la CCSE a renouvelé le dispositif d'aide à l'achat de vélo pour les habitants du territoire. Ce dispositif a pour premier objectif de développer l'usage du vélo et de permettre à chacun d'avoir accès à un vélo. Pour ce faire, une enveloppe de 30 000 € a été allouée par la CCSE.

Nouveauté de l'année 2022 : les vélos reconditionnés sont dorénavant éligibles à la prime

Bilan du dispositif en 2022

Nombre de dossiers			
REFUSÉ	EN ATTENTE	VALIDÉ	TOTAL
49	0	154	203

Montant moyen alloué par foyer : 194.41 €

Afin d'évaluer l'impact de la prime sur la pratique de déplacement des bénéficiaires, un questionnaire a été transmis au mois de février à toutes les personnes ayant vu leur dossier être validé (238).

Chiffres clé de l'enquête :

- 133 répondants soit un taux de réponse de 56 %
- 70 % de femmes bénéficiaires pour 30 % d'hommes
- Bonne répartition territoriale entre les six communes du territoire
- 38 % et 25 % des répondants ont respectivement acheté leur vélo pour faire une activité physique et pour remplacer leur vieux vélo
- Part modale du vélo a progressé de 39 % (14 % à 20 %)
- 63 % des répondants ont modifié leurs habitudes de déplacement
- 53 % des répondants estiment avoir diminué l'usage de leur voiture
- 58 % des répondants estiment la prime décisive dans leur achat

1.3 Le service de location longue durée de VAE - Vélila

Dans le cadre de son projet « La Loire-Atlantique à Vélo », le Département s'engage à développer l'offre de services favorisant l'usage du vélo et ce dans un objectif plus global d'augmenter la part modale du vélo sur les territoires. Ainsi, depuis 2020, le Département propose aux EPCI désignés comme AOM de mettre à disposition une flotte de vélos à assistance électrique (VAE) pour une durée conventionnée de 3 ans.

La Communauté de Communes du Sud Estuaire s'est ainsi positionnée pour bénéficier d'une flotte de 50 VAE la gestion, l'entretien et la maintenance sont délégués à un professionnel, E-Bike Solutions. Ces VAE sont disponibles à la location depuis le 26 octobre 2022 pour une durée de 1, 3, 6 et 12 mois avec la possibilité de renouveler le contrat dans la limite de douze mois maximum. Par ailleurs, le service offre la possibilité aux personnes en situation de précarité (demandeurs d'emploi, bénéficiaires du revenu de solidarité active, du minimum vieillesse et les étudiants) et d'handicap de bénéficier d'un tarif social (50 % du tarif plein).

Le service a été inauguré le 26 octobre 2022.

Durée de location (mois)	1	3	6	12
Plein Tarif	35 €	84 €	150 €	250 €
Tarif Social	17.50 €	42 €	75 €	125 €

Chiffres-clé du service en 2022 :

- 44 contrats créés
- 66 % des contrats ont une durée de 12 mois
- 58 % des bénéficiaires ont plus de 50 ans
- 70 % de femmes pour 30 % d'hommes
- Centralisation des demandes sur Saint-Brevin (77%)

1.4 Permis Vélo

La police intercommunale couvrant les communes de Saint-Père-en-Retz, Frossay et Corsept et ce en lien avec la direction de chacune des écoles et des collectivités (commune et EPCI) assurent depuis trois années le permis vélo pour les élèves de CM1 des 6 écoles. La formation se décompose en trois principaux volets :

- La base théorique
- L'apprentissage des fondamentaux du vélo
- Mise en situation réelle

Chiffres-clés du permis vélo en 2022

- 142 élèves de CM1 formés du bloc 1 à 3
- 36 % des élèves de CM1 du territoire ont été formés
- 6 écoles sur 14 sont couvertes par le dispositif

1.5 Le Forfait Mobilité Durable

En 2019, la Loi d'Orientation des Mobilités acte la création d'un nouvel outil à destination des employeurs (entreprises, administrations publiques d'État et territoriales) : le Forfait Mobilité Durable (FMD).

Son application dans la fonction publique territoriale est validée par décret le 9 décembre 2020 puis mise à jour le 13 décembre 2022, permet aux collectivités locales qui le souhaitent de prendre en charge les frais de leurs salariés pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail réalisés en vélo, en covoiturage, en autopatage et avec un engin de déplacement personnel motorisé. La révision du texte originel a permis d'autoriser le cumul du FMD avec le remboursement partiel d'un abonnement de transport en commun, a réduit le nombre de jours de déplacements domicile-travail ouvrant droit à 30 jours et augmenter le montant de la prime à 300 €.

Chiffres-clés du FMD en 2022

- 33 agents ont bénéficié du FMD
- Montant total versé : 7 813.50 €
- Montant moyen touché par agent : 236.77 €

1.6 Aire de service vélo – Km 0 de la Loire à Vélo

Dans l'objectif de valoriser ses itinéraires cyclables à vocation touristique (Vélodyssée) par le développement de services bénéfiques au vélotourisme. Ainsi, la collectivité a inauguré son aire de service labellisé « Accueil Vélo » au kilomètre 0 de la Loire à Vélo comprenant un local dédié au relai d'informations, du mobilier pour se restaurer, des box à vélo sécurisés ou encore des bornes de recharge pour les VAE.

Budget du projet : 213 000 €

Chiffres-clés de l'aire de service vélo – Km 0

- 3 box sécurisés soit 6 emplacements créés pour les vélos
- 4 casiers sécurisés avec bornes de recharge
- Une station de réparation
- Une station de gonflage
- 738 actes de renseignement traités par l'Accueil Vélo sur la saison estivale

1.7 Itinéraire cyclable – voie verte reliant le bourg de Frossay au Migron

Inscrit dans le Schéma Directeur des Modes Doux, l'itinéraire reliant le bourg de Frossay au Migron a bénéficié d'un aménagement cyclable comprenant une voie verte longue de 1,3 kilomètre et d'1.2 kilomètre de voies partagées. Le coût de cet aménagement s'élève à 553 000 € financé à hauteur de 65 % par le Département, la Région et l'Etat.

Chapitre 2 / Les modes partagés

2.1 Le Brevibus

À la suite de la prise de compétence, la gestion du Bréviabus a été transférée par la commune de Saint-Brevin-Les-Pins à la CCSE. Dorénavant, le service est financé par la CCSE grâce au versement mobilité (VM), contribution due par les employeurs de plus de 10 salariés.

En 2022, l'offre de transport en commun n'a pas évolué et a permis de transporter sur l'ensemble de l'année 32 534 personnes soit une augmentation de 82 % par rapport à l'année 2021.

• Bilan financier 2022 :

	2022
Nombre de kilomètres parcourus	138 446
Coût unitaire du kilomètre HT	2.97 €
Montant HT	395 681.55 €
Montant TTC	435 249.71 €

2.2 Le Transport à la Demande

Le service de Transport à la Demande est proposé par la Région Pays de la Loire sur le bassin de vie regroupant les collectivités du Sud Estuaire et de Pornic agglo Pays de Retz. Il permet de faciliter les déplacements de proximité et de compléter l'offre de transport dans les zones non pourvues d'offres de transport public.

Le coût de fonctionnement du service est pris en charge à 50 % par la Région et 50 % par les deux collectivités (1/3 CCSE – 2/3 PAPR).

Communauté de Communes Sud Estuaire	Trajets en 2022	
	Corsept	30
	Saint-Brevin-les-Pins	165
	Saint-Père-en-Retz	103
	Paimboeuf	98
	Saint-Viaud	38
	Frossay	159

Partie 6 > Perspectives pour 2023

Chapitre 1 / GESTION DES DECHETS

- Travaux sur la déchèterie de Saint Brevin les pins et mise en place du contrôle d'accès.
- Déploiement du contrôle d'accès sur les 3 autres déchèteries du territoire.
- Etude d'optimisation des déchèteries, de la plateforme déchets verts et du quai de transfert.
- Etude biodéchets, redevance incitative et renouvellement marché de collecte et déchèteries.
- Développement de la communication pour promouvoir le compostage individuel.
- Définition d'un feuille de route pour la mise en œuvre du tri à la source des biodéchets dont le compostage partagé.
- Lancement d'un Défi familles Zéro Déchet lors de la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD) – appel à volontaires.
- Réalisation d'un défi « Jeunes presque 0 déchet » en novembre 2023 en lien avec la Mission Locale du Pays de Retz.
- Elaboration et mise en ligne d'un support de fléchage des acteurs du réemploi et de la réparation sur le territoire.
- Création d'un guide de l'éco-événement.

Chapitre 2 / PCAET

- Poursuite et enrichissement du programme d'animations à destination des scolaires
- Poursuite du déploiement de la plateforme territoriale de la rénovation énergétique – PTRE
- Engagement dans une démarche d'achats responsables
- Mise en place d'un événement « Fête de la Nature »
- Mise en place d'un partenariat avec la ressourcerie « Le Réservoir » pour le réemploi du matériel informatique de la Communauté de Communes Sud Estuaire
- Mise en place de la plateforme de pilotage du PCAET
- Identification de zones d'accélération des énergies renouvelables en lien avec la loi APER
- Lancement d'un programme d'actions en faveur des entreprises dans le champ de l'économie circulaire
- Poursuite du Défi Economies d'Eau et d'Energie
- Mise en place de maquettes pédagogiques en lien avec le Développement Durable disponibles dans les médiathèques du territoire
- Support à l'identification de points d'eau accessibles au public dans le cadre de #GourdeFriendly

Chapitre 3 / Mobilité

- Lancement de l'étude sur le potentiel de lignes de covoiturage
- Actualisation du Schéma Directeur Cyclable
- Révision de l'offre de transport – Brevibus
- Signature du Contrat Opérationnel de la Mobilité à l'échelle du bassin de mobilité Centre Loire-Atlantique
- Mise en œuvre des premières actions dans le cadre du programme « Moby à l'école » sur le territoire
- Travail autour de la cartographie SIG sur les données relative à la mobilité
- Animations autour du vélo
- Défi Mobilité sur le Sud Estuaire
- Projet d'aménagement de places de stationnement sécurisées pour les vélos
- Création d'un flyer à destination du grand public recensant les offres de transport sur le territoire

